



LE MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 101 • Mai 1964 • 1 F. • Algérie : 1,15 F.

Daniel Guérin : ALGÉRIE D'AUJOURD'HUI

LES INCONDITIONNELS TRIOMPHENT à F.O.

ACTION ANTI-ATOMIQUE EN GRANDE-BRETAGNE

LES CHINOIS ET NOUS



La Commune, le 1^{er} Mai et l'avenir

En 1871, pour la première fois dans l'Histoire, le peuple d'une grande ville prenait sa destinée en mains. Grâce aux Internationaux Parisiens, l'insurrection communaliste adoptait un certain nombre de mesures qui faisaient d'elle une authentique révolution prolétarienne, appliquant des principes socialistes anti-étatiques. Luttant contre la bourgeoisie qui accablait alors, qu'elle fut bonapartiste, royaliste ou républicaine, son empire économique, politique et juridique sur le prolétariat, luttant contre la religion, luttant contre l'armée et son principe même puisqu'elle abolit la conscription et l'armée permanente, la Commune proclama ouvertement sa volonté de transformation sociale dans la liberté, en partant de la base, grâce à ses conceptions égalitaires et fédéralistes.

Après la féroce répression de l'action ouvrière se révéla.

Les syndicats ouvriers des Etats-Unis et du Canada avaient décidé que le 1^{er} Mai 1886 marquerait le début d'une grande lutte pour l'obtention de la journée de huit heures. Des grèves éclatèrent partout, la réaction capitaliste s'en prit notamment à cinq compagnons anarchistes qui payèrent de leur vie leurs convictions qu'ils affirmèrent jusqu'au pied des potences de Chicago.

A partir de 1890, la manifestation du 1^{er} Mai devint internationale, marquant la prise de conscience du prolétariat en tant que classe voulant mettre fin à son exploitation. La bourgeoisie lança immédiatement ses forces répressives, armée, police, et tribunaux et les manifestations du 1^{er}

Mai furent à l'origine marquées par la lutte violente des révolutionnaires contre l'Etat bourgeois : Vienne, Clichy, Fourmies, etc.

Puis le prolétariat, fort de sa conscience de classe, sut se donner, en dehors des partis son organisation de combat intrapartisaniste : le syndicat révolutionnaire, la Confédération Générale du Travail.

Le bain de sang de la grande guerre noya presque tout le mouvement ouvrier. Celui-ci ne se reconstitua que pour se fourvoyer de plus en plus lourdement dans le bolchevisme, cependant que le réformisme et la collaboration de classe emportaient le reste, à l'exception de minorités révolutionnaires. Depuis longtemps déjà, les bolcheviques surenchérisaient aussi en réformisme et la journée des travailleurs, officialisée par tous les régimes, n'a plus aucun caractère de lutte.

Que les syndicats ne soient pratiquement plus que des rouages de la société d'exploitation capitaliste et bureaucratique ne doit pas nous empêcher de commémorer la Commune ou le 1^{er} Mai pour, nous souvenant de l'esprit des Internationaux de la Commune et des Syndicalistes Révolutionnaires, faire entendre leur volonté de transformer le monde. Ce qui signifie essentiellement changer les rapports entre les hommes : remplacer les rapports d'autorité par des rapports de liberté, les rapports de hiérarchie par des rapports d'égalité. Ce qui signifie la lutte aussi bien contre le capitalisme classique, que contre la technocratie et la bureaucratie, et l'Etat quelle que soit sa couleur.

La grande majorité des Internationaux et des Syndicalistes Révolutionnaires ne

croit pas à la fatalité du passage du capitalisme au socialisme par les contradictions mêmes du capitalisme. Ils ne comptent que sur la volonté du prolétariat.

L'expérience a montré que le système capitaliste pourrait fonctionner indéfiniment, que le conflit entre le caractère privé de la possession des moyens de production et le caractère collectif de cette production était neutralisé dans les sociétés industrielles modernes capitalistes. En effet, la bourgeoisie a su elle-même, par l'acceptation des nationalisations, des « mesures sociales », d'une plus grande perméabilité permettant l'espoir d'une « promotion » individuelle, par la planification enfin, assurer aux moindres frais l'étatisation et la bureaucratisation de l'ensemble de la Société. Ce qui, si on considère les hommes comme des objets, est évidemment un moyen de développer la production, d'orienter la consommation et de rationaliser les rapports entre production et consommation. Ce qui ressemble étrangement à ce qui se passe dans le « camp socialiste ». Ce qui rend bien dérisoire la question de savoir si les idées de ce camp feront la conquête de l'autre pacifiquement ou violemment. Ces idées sont foncièrement identiques. Ces idées clefs du marxisme de développement éperdu des forces productives dans une société autoritaire étaient finalement plus ou moins consciemment des idées bourgeoises : domination et accroissement hiérarchisé du profit.

Nous retrouvons donc ici les Internationaux Parisiens, communistes anti-autoritaires, qui d'emblée avaient flairé la supercherie. Nous retrouvons également les syn-

dicalistes révolutionnaires de la C.G.T. ignorant le marxisme, si ce n'est pour s'opposer aux policiers voulant conquérir l'Etat ou seulement se faire une petite place dans cet Etat.

La lutte de classe actuelle se présente comme une lutte entre dirigeants et exécutants ; ce qui n'intéresse pas seulement la société capitaliste ; ce qui est tout autre chose que la destalinisation ou la fin du pouvoir personnel. Que cette lutte puisse maintenant concerner de larges couches de la population n'a rien à voir avec une large union des démocrates et républicains. Une très grande partie des ouvriers, des employés, des paysans, des jeunes surtout, est heureusement dépolitisée dans le bon sens du terme, et ceux qui veulent être pour ou contre la prostate de de Gaulle n'y changeront rien.

Ne réinventons pas la fatalité marxiste sous une autre forme, mais nous pouvons penser d'après beaucoup d'indices qu'un courant révolutionnaire existe actuellement dans tous les pays, diffus au milieu des massifs débris des anciennes civilisations ou des divers avatars marxistes. A ce courant des aspirations humaines qui n'est pas destiné à être détourné indéfiniment par l'augmentation pourcentage du « niveau de vie » et les mystifications étatiques, le mouvement anarchiste, en réfléchissant sur les conditions actuelles, peut apporter sa philosophie et son expérience telles que précisément elles se sont incarnées dans le projet et l'action des Internationaux de la Commune et des Anarcho-Syndicalistes.

Fp 2520

Librairie PUBLICO

Demandez-nous vos livres, vos disques.

Vous ne les paieriez pas plus cher et vous nous aiderez

3, rue Ternaux, Paris (11^e)
C.C.P. Paris 11289-15

Téléphone : VOLtaire 34-08

Les frais de port sont à notre charge

(Pour tout envoi recommandé, ajouter 0,60 F aux prix indiqués.)

FERRE 1964

Ce disque super 45 tours vient de paraître en vente à la librairie Publico.

Livres récents que vous pouvez acheter ou commander à notre librairie :

F. ROSSIF - M. CHAPTAL : Mourir à Madrid	5,70
SALES GOMES : Jean Vigo	12
HUBERMAN et SWEETZ : Ou va l'Amérique latine. 9,60	
CUREL : Madrid	16,20
F.G. LORGA : Chansons gitanes et poèmes	2,90
GUERIN DANIEL : L'Algérie qui se cherche. 5,70	
MAHE : L'Épopée de la révolte. 25	
Y. BOURDET : Communisme et marxisme	9
Ch.-A. BONTEMPS : L'Anarchisme et le réel. 10	
E. ARMAND : Sa vie, sa pensée	10
GUY FAU : La Fable de Jésus-Christ	14

WOODCOCK : Anarchism (en angl.). 8,20	
G. SCHWAB : La Danse avec le diable	15
E. THOMAS : Les Pétroleuses	16
COLL. PETITE PLANETE : Mexique	4,80
CRAPOUILLOT : Les Papes	6
Histoire des idées. Bibliographies (voir imprimé ci-joint).	
SAREL B. : La classe ouvrière tale	10
SOREL G. : Réflexions sur la violence	12
Illusions du progrès. 9	
De l'utilité du pragmatisme	10
BOUTHOUL : La surpopulation dans le monde	12
JOYEUX M. : Le consulat polonais	6
FAURE S. : Mon communisme ..	6
GUERIN D. : Jeunesse du socialisme libertaire	8
Au service des colonisés	7,50
JAURES J. : Les origines du socialisme allemand ..	7,80
LEVAL G. : Pratique du socialisme libertaire	1,70
LUSIGNAN C. : L'organisation internationale du travail	4

DISQUES

FRANCESCA SOLLEVILLE : Réclat 33 T : 22,25 F. 45 T : 9,65 F.	
MONIQUE MORELLI interprète les chansons de Mac Orlan (33 T) : 22,25 F.	
YVES MONTAND : 33 T. Chansons populaires de France, 25 F. 45 T : Le chant des partisans et le Temps des cerises, 9,65 F.	
HENRI GOUGAUD (33 T) : 20 F.	
Mouloudji chante « le Déserteur » (disque) ..	7,50

A TRAVERS LES REVUES

● SOCIALISME OU BARBARIE

En tête du n° 35, l'équipe de la revue, après le départ de certains de ses membres, fait le point de ses positions théoriques : « Recommencer la révolution. » Cette analyse prolonge celles qu'avaient déjà développées des études antérieures (« Sur le contenu du socialisme », « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne. ») Le fil directeur reste le problème des conditions et de l'organisation du travail, l'opposition fondamentale entre exécutants et dirigeants (l'accent est mis cette fois-ci sur l'importance des « couches intermédiaires » et leur situation contradictoire).

La dénonciation incessante du caractère inhumain et absurde du travail contemporain, la lutte contre la hiérarchie, contre la manipulation du producteur et du consommateur par la bureaucratie, seront, au point de départ de toute action révolutionnaire conséquente. Envisageant dans cette perspective la nature de l'organisation révolutionnaire (« un mouvement total concerné par tout ce que les hommes font et subissent dans la société et avant tout par leur vie quotidienne réelle »), « Socialisme ou Barbarie » rejette durement le constat de la dégénérescence du mouvement ouvrier traditionnel, de son intégration dans la société officielle.

« La gestion ouvrière ne signifie pas seulement un certain type de machines, mais aussi un certain type d'hommes » : cette étude, qui met au premier plan les relations concrètes entre les hommes dans leur vie quotidienne, devrait intéresser en tout premier lieu les socialistes libertaires.

Un document intéressant, introduit par Paul Cardan, qui semble tout ignorer de l'action anarchiste au cours de la révolution russe, montre, de l'intérieur, le rôle joué par l'idéologie bolchevique dans la naissance de la bureaucratie. C'est un texte d'Alexandra Kollontai, « L'Opposition ouvrière », publié en Russie au début de

1921, et qui exprime les positions antibureaucratiques encore vivaces à l'époque au sein du parti bolchevik, en particulier sur le problème de la gestion ouvrière. Le texte est suivi d'utiles notes historiques.

(S. ou B. - 16, rue Henri-Bocquillon, Paris 15^e).

● NOIR ET ROUGE

Le dernier numéro est consacré à l'individualisme, ou plus exactement à une confrontation entre « anarchisme individualiste » et « anarchisme communiste ». Après un exposé succinct des vues de Stirner, Han Ryner, Emile Armand, nos camarades de « Noir et rouge » regroupent leurs critiques et leurs prises de position autour des textes de Bakounine et de Malatesta. Cette recherche est menée sans sectarisme, dans l'intention de provoquer une discussion nette et finalement une coopération plus large des libertaires de différentes tendances.

En supplément, la traduction d'une étude de Camillo Berneri sur Kropotkine, suivie de notes biographiques sur Berneri. (Lagant, B.P. 113, Paris-18^e.)

● JEUNES LIBERTAIRES

Tout en gardant son caractère d'échanges de vue à la bonne franquette, le bulletin des J.L., toujours bien présenté, semble varier ses centres d'intérêt. Dans le numéro de février-mars : « anti-militarisme », un kibboutz en Israël », « vers une concentration libertaire », etc... (Paulette Fourrez, 16, rue Neuve-de-la-Charbonnière, Paris-18^e.)

● ETUDES ANTICOLONIALISTES

Le numéro 13 de ces « fiches d'information » étudie les mouvements d'indépendance de la Guinée « portugaise » et des îles du Cap Vert, et plus précisément le P.A.I.G.C. La documentation fournie jusqu'à présent par Etudes anticolonialistes est des plus utiles. (B.P. 16, Issy, Seine.)

René FORAIN.

VIE DE LA FÉDÉRATION

PARIS

GRUPE DE LIANSONS INTERNATIONALES.

Création du Groupe de Liaisons Internationales (G.L.I.). Réunion habituellement les 1^{er}, 3^e et 5^e samedis du mois, 3, rue Ternaux.

GRUPE DES AMITÉS INTERNATIONALES

Pour tous renseignements s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE DU MONDE LIBERTAIRE

S'adresser : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY

Réunion tous les jeudis, de 21 h. à 23 h. 30.

Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

Réunion du groupe mercredi 6 mai, à 21 heures précises, 110, passage Ramey, Paris-18^e.

Ordre du jour important : Notre congrès 1964. Propagande du groupe. Sujets divers.

GRUPE JULES VALLES

Sous l'égide du groupe Jules Vallès, le rassemblement des jeunes révolutionnaires anarchistes (J.R.A.) a été créé. Le J.R.A. désire faire connaître notre Fédération anarchiste, notre journal parmi les jeunes Réunion chaque samedi, à 14 h 30, 110, passage Ramey, Paris (18^e).

Pour tous renseignements, s'adresser à Jacques HENRI ou téléphoner à ORNono 57-89.

Chaque samedi, le J.R.A. vend le « Monde libertaire ».

RÉGION PARISIENNE

ASNIÈRES

GRUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, place de la Moirie (deuxième et quatrième mercredis).

AULNAY

GRUPE LIBERTAIRE
S'adresser 3, rue Ternaux (Paris 11^e).

LAGNY

GRUPE D'ETUDES ET D'ACTION SOCIALES
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra aux responsables.

MONTREUIL-SOUS-BOIS ET ENVIRONS

Pour tous renseignements, s'adresser à Robert PANNIER, 244, rue de Remainville à Montreuil.

VERSAILLES

GRUPE FRANCISCO FERRER
Pour tous renseignements, écrire à C. Fayolle, 24, rue des Condamines, Versailles (S.-et-O.).

GRUPE JEAN GRAVE

Ecrire ou G.E.A., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra.

PROVINCE

ANGERS-TRELAZE

GRUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

ANNEMASSE

GRUPE DURUTTI
Pour tous renseignements, s'adresser à G.H., 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

BORDEAUX

GRUPE ANARCHISTE « SEBASTIEN FAURE »
Réunion tous les premiers mardis du mois au local du mouvement libertaire bordelais, 7, rue du Muguet, à 20 h 30.

Pour tout ce qui concerne les groupes F.A., J.L. et l'école rationaliste Francisco Ferrer, s'adresser à Peyraud Yves, 15, rue Blanqui, Cenon (Gironde).

CALVADOS

GRUPE ANARCHISTE
Pour tous renseignements s'adresser à J.-P. Belliard, Ecole à Courson par St-Sever.

GIVORS

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, chemin des Charmes, à GRIGNY (Rhône).

NORMANDIE

GRUPE JULES DURAND
Sections à Barentin, Louviers, Le Havre, Rouen.

A. Rouen, exposés, débats publics tous les 2^e mardis de chaque mois au café Le Château d'Eau, place de Gaulle, à 21 heures.

S'adresser à Douquet, 41, rue du Contrat-Social, Rouen.

LORIENT

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser G. H., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra aux responsables.

MARSEILLE

Pour prendre contact avec les groupes MARSEILLE - CENTRE, MARSEILLE-SI-ANTOINE, JEUNES LIBERTAIRES, écrire au Comité de liaison F.A.-J.L. René LOUIS, 12, rue Pavillon, 2^e étage, MARSEILLE (1^{er}).

LYON

GRUPE ELISEE RECLUS
Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Rauli, 56, rue Pierre-Sémard, Oullins (Rhône).

GRUPE M. BAKOUNINE

Réunion tous les samedis, à 20 h 30. S'adresser à Alain THÉVENET, 90, rue Vendôme, Lyon-6^e.

MONTLUCON-COMMENTRY

GRUPE ANARCHISTE
Aminetel, Louis Malfant, rue de la Pêcherie, à COMMENTRY (Allier).

NANTES

GRUPE FERNAND PELLOUTIER
S'adresser à NANTES (Loire-Atlantique).

OYONNAX

GRUPE LIBERTAIRE
S'adresser, 3, rue Ternaux (Paris 11^e).

THIONVILLE

GRUPE ANARCHISTE
Pour tous renseignements, s'adresser au Groupe de Liaisons Internationales, 3, rue Ternaux, PARIS (XI^e).

TOULOUSE

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à : J.-C. Bruno, 9, rue de Plaisance, Toulouse (Haute-Garonne).

CARCASSONNE

GRUPE HAN RYNER
Francis Dufour, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

LE MANS

Les camarades intéressés par la constitution d'un groupe sont priés de s'adresser à Bernard Touchais, rue des Vergnes, Le Mans (Sarthe).

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES

Pernance tous les samedis, de 14 h. à 18 h.

Pour ces groupes, renseignements à l'U.G.A.C. ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GRUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE

Ecrire : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE KRONSTADT

Réunion tous les jeudis, à 20 heures, au local du Groupe.

Renseignements : 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

MAISONS-ALFORT

GRUPE ELISEE RECLUS
Réunion tous les vendredis, à 20 h., 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

GRENOBLE

GRUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE SPARTAKUS
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon-Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE

GRUPE ANARCHISTE « LA COMMUNE LIBERTAIRE » C.N.T., S.I.A., ESPERANTISTES - REVOLUTIONNAIRES
S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MACON

GRUPE GERMINAL

STRASBOURG

GRUPE ANARCHISTE
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GENEVE

GRUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE ROMAND
Renseignements : J. UVIGNIER, 45, bd Saint-Georges, GENEVE.

LAUSANNE

GRUPE ANARCHISTE
S'adresser à F. LÉMOINE, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

* Les souscriptions reçues du 20 mars au 20 mai 1964 paraîtront dans le prochain numéro du « Monde Libertaire ».

ACTIVITÉS DES GROUPES

F. A.

GRUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL

CONFERENCE

suivie d'un colloque

Samedi 23 mai,

à 17 heures précises,

110, passage Ramey, Paris (18^e)

avec

Louis CHAVANNE

Sujet : Les surréalistes et les événements de février 1934.

Abonnez-vous au M. L.

CONGRÈS DE LA F.A.

LES 16, 17, 18 MAI PROCHAINS A MONTMARTRE

Les camarades et amis qui veulent assister au repas fraternel avec attractions qui aura lieu dimanche soir 16 mai à 20 heures, sont priés de se faire inscrire rapidement, soit au Groupe Libertaire Louis Michel, 110, passage Ramey, Paris (18^e), soit à la librairie Publico 3, rue Ternaux, Paris (11^e). Prix du repas : 15 F.

LE GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND

et

L'Association générale des Etudiants rouennais

organisent

Mercredi 13 mai, à 21 h précises

une

CONFERENCE

avec

Maurice JOYEUX

sujet : Albert Camus et l'homme révolté

Pour tous renseignements :

s'adresser à A. Dauguet, 41, rue du Contrat social, ROUEN.

RECTIFICATIF

Contrairement à ce qu'a annoncé la grande presse quotidienne, nous démentons formellement que le secrétaire général de la Fédération Anarchiste ait été opéré de la prostate.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration

3, rue Ternaux, PARIS-XI

Tél. : VOL. 34-08

C.C.P. Librairie Publico

Paris 11289-15

ABONNEMENT

A 12 NUMEROS

France 10,00 F.

Etranger 11,50 F.

—

Au moment où nous mettons en

page nous apprenons la mort subite

de notre bon camarade Mario Peris-

sino qui était connu et apprécié tant

par le mouvement français que par

les mouvements italiens et espagnols.

A sa compagne, nous présentons

nos fraternelles condoléances.

LE CONGRÈS F. L. N. DEVANT L'OPTION SOCIALISTE

par Daniel Guérin

Notre ami Daniel Guérin, qui rentre d'Algérie, nous fait parvenir un article qui, sur plusieurs points pose des problèmes que seul un journal libertaire pouvait aborder et

qui fournira à nos lecteurs une information solide sur des événements dont la presse de « gôche » se garde bien d'informer le public. N.D.L.R.

Peu de jours avant le congrès du FLN, commencé le 16 avril, la commission préparatoire a rendu publics les thèses monumentales, fruits de sa longue et laborieuse gestation.

L'autogestion, création originale et fleuron du régime, y figure en bonne place. Qualifiée avec une juste modestie dans sa forme présente, d'« ouverture vers le socialisme », elle est présentée, plus ambitieusement, comme le but final dans toutes les sphères de l'économie, comme la solution même de la question sociale. Le socialisme, dit-on, n'est pas seulement la nationalisation des moyens de production, mais la récupération de la société par les individus qui la composent et leur libre épanouissement.

Grâce à l'autogestion, la fonction économique et la fonction politique deviennent inséparables, car elle exprime l'aspiration des couches laborieuses du pays à émerger sur la scène politico-économique et à se constituer en force dirigeante. L'intéressement direct du producteur à sa production est le contraire même du salariat, la fin de l'exploitation. Avec l'autogestion, commence le règne de la liberté.

UNE NECESSAIRE DECANTATION

Si l'accent est mis de façon si pathétique sur l'autogestion, c'est que ses partisans les plus convaincus, ceux qui, autour de Mohamed Harbi, se réclament du « socialisme scientifique » et qui ont l'appui de Ben Bella, veulent amener ses adversaires, aussi nombreux qu'occultes, à se démasquer. Il n'y a pas encore eu, dit-on, une claire décantation entre les forces révolutionnaires et les forces qualifiées d'« obscures ». Il est temps de sortir de la confusion et du compromis malsain. Les problèmes nouveaux ont fait surgir des contradictions internes irréconciliables. L'heure d'une claire option socialiste a sonné.

Les adversaires les plus butés de l'autogestion se recrutent, notamment, dans les couches traditionalistes. On leur concède qu'ils se sont montrés, naguère, plus lucides sur la question nationale que les ouvriers et les intellectuels, ces derniers davantage ouverts à l'idée d'une révolution sociale. Mais ils font maintenant figure d'« idéologues au service des couches exploiteuses », car ils se réclament de la lucidité relative dont ils ont fait preuve en matière de libération nationale pour empêcher toute approche « scientifique » des problèmes qui sont, aujourd'hui, de nature socialiste révolutionnaire.

LES TRADITIONALISTES OUVERTENT LE FEU

Les non initiés se seraient vainement demandés quels personnages sont ici visés, si les intéressés ne s'étaient eux-mêmes dévoilés. En effet, dans un article qui a eu les honneurs de la page 2 de l'hebdomadaire « syndical » *Révolution et Tra-*

vail, paru à la veille du congrès de l'autogestion industrielle, ils ont foncé sur les « apprentis sorciers scientifiques » qui veulent faire de l'Algérie « un champ d'expérience pour leurs folles idées » et qui menacent les valeurs les plus sacrées de l'Islam. La rumeur attribue l'inspiration de cette diatribe à Boudissa, idole de l'U.G.T.A. et de l'AN.P. Boudissa pratique dans ses prétendues « coopératives » de Bidja un affairisme autoritaire; d'où l'autogestion est exclue. Aussi la dénigre-t-il sourdement, de même que l'armée, qui, elle, soustrait à l'autogestion 60 000 hectares.

Pour ne pas céder aux traditionalistes sur l'option socialiste, les « scientifiques » ont dû, à la commission préparatoire, leur faire d'assez lourdes concessions sur le plan de la religion, de la morale et de la culture. Comme, par exemple, prétendre que les masses populaires auraient toujours associé la religion à leur volonté de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Et affirmer que la Révolution Algérienne se doit de restituer à l'Islam son « vrai visage de progrès ». Et appeler au combat contre le « cosmopolitisme culturel » (sic). Et s'interdire ainsi de trouver une solution valable aux dramatiques problèmes de la jeunesse et de la femme, encore asservis par les mœurs traditionnelles.

LE FLEAU BUREAUCRATIQUE

Mais l'autogestion compte des adversaires encore plus compacts et plus redoutables : la bureaucratie, celle de l'Etat comme celle du Parti. Contre elle, les rédacteurs des thèses développent un impitoyable réquisitoire. Cet appareil bureaucratique a commencé à se forger au cours de la guerre. Il accusait tous les traits acquis dans les conditions particulières de la lutte clandestine. Conséquence de ses privilèges hiérarchiques, d'une autorité fondée sur l'obéissance aveugle, cette bureaucratie a engendré de véritables féodalités (sous-entendu : rivales), dont les perspectives devenaient étrangères à un peuple exclu de la participation à l'élaboration de la ligne politique. Les dirigeants manquant de confiance dans l'apport créateur des masses craignaient leur intervention directe. Il a fallu les puissantes manifestations populaires de décembre 1960 pour mettre à jour, enfin, les potentialités révolutionnaires immenses du peuple algérien.

Plus grave encore : cette bureaucratie a développé une idéologie purement nationale, sans références aux forces sociales qui déterminaient le caractère de la Révolution. La question fondamentale de l'organisation socialiste de l'Algérie indépendante n'a pas été clairement posée au départ.

Depuis l'indépendance, l'excroissance bureaucratique n'a cessé de proliférer. L'appareil étatique actuel est un legs du colonialisme. S'y réfugient les intérêts, habitudes et routines menacées par la Révolution. Cette bourgeoisie bureaucratique

exerce une poussée instinctive anti-socialiste, renforcée par le sentiment de puissance que lui confère l'exercice du pouvoir. Elle peut devenir fort dangereuse pour l'évolution socialiste et démocratique de l'Algérie.

Un danger potentiel non moindre est impliqué dans l'existence du parti unique. Le pouvoir révolutionnaire pourrait être confisqué au profit d'une caste. Les risques sont grands de déboucher, tôt ou tard, soit sur la constitution d'une couche bureaucratique faisant de l'appareil du Parti l'instrument de ses intérêts particuliers, soit sur un régime de dictature personnalisée, faisant du Parti un simple organe de police politique.

UN ETAT COMPATIBLE AVEC L'AUTOGESTION ?

Les rédacteurs des thèses ont donc le louable souci d'édifier un Etat et un Parti qui cesseraient d'être incompatibles avec les principes sur lesquels est fondée l'autogestion. L'Etat doit être un lien avec les masses. Un Etat populaire qui exprime la volonté des masses de construire le socialisme a pour tâche première de triompher des difficultés inévitables, d'intervenir dans le secteur privé pour en hâter la socialisation autogestionnaire.

Mais comment transmuter l'Etat actuel, dominé par les forces de réaction, en un Etat dominé par les forces socialistes ? Mohamed Harbi, au cours d'une récente conférence, a exploré le problème avec tant de précision que l'on peut, sans risque d'erreur, lui attribuer la paternité de la solution. L'idée audacieuse de Harbi, c'est qu'il faudrait reconstruire l'Etat en partant d'en bas. Il voudrait faire de la commune, complétée par des milices populaires, la base de l'organisation politique, économique et sociale. Dans le conseil communal élu, auraient voix au chapitre les autogestionnaires et les petits paysans groupés en coopératives. Mais par quelles contrôles de transmission les aspirations émanant de la base parviendraient-elles jusqu'aux sphères supérieures de l'Etat ? Fédération des communes ? Soviet suprême ? On ne le dit point, car ici le texte des thèses est le résultat final d'un laborieux compromis. Les adversaires civils et militaires du socialisme par en bas ont vu dans le pouvoir communal une menace pour l'autorité sacro-sainte de l'Etat. Sur quoi, Ben Bella leur aurait lancé cette boutade : « Après tout, si nous nous passions d'Etat ! » Mais il a tout de même fallu transiger, et les ailes de la commune ont été rognées. On la laisse repliée sur elle-même et on ne lui permet de s'exprimer que sous le contrôle de l'Etat et du Parti. De même, les milices populaires sont placées sous le contrôle de l'armée de métier.

Avec une confiance souriante, Harbi serait disposé à se contenter, pour le moment, de cette demi-victoire. Il estime que la commune, une fois en vie, prendrait, comme il en a été

pour l'autogestion, un essor irrévocable.

UN PARTI A EXORCISER

Les rédacteurs des thèses voudraient, également, exorciser le Parti des dangers qu'ils ont eux-mêmes dénoncés. Transmuté en son contraire, le Parti unique cesserait d'être maléfique. Il n'entrerait jamais en contradiction avec le peuple. Comment y parvenir ? Harbi et ses amis songent, en termes un peu trop vagues, à « articuler » le Parti sur l'autogestion, à en faire l'émanation des autogestionnaires. Ainsi serait enfin trouvée la synthèse d'une démocratie directe et d'une centralisation strictement contrôlée par la base. Cette préoccupation rejoint les aspirations exprimées au récent congrès de l'autogestion industrielle, où les travailleurs ont demandé à pénétrer dans le Parti pour le faire leur. Mais le vœu n'a pu être exprimé que bien tardivement et le congrès du Parti s'est ouvert sans leur participation...

En attendant cette transmutation, les thèses essaient de justifier la nécessité de l'actuel parti unique. On tente d'expliquer qu'à travers les jeux néfastes du multipartisme, les forces du capital et de la réaction finiraient par mettre la main sur le pouvoir économique. La multiplication serait encore plus dangereuse dans les pays en voie de développement que partout ailleurs, car les difficultés objectives y rendraient plus aisées les mystifications collectives, la démagogie, l'entretien des mécontentements artificiellement gonflés, etc. Le Parti unique choisit donc les candidats à l'Assemblée nationale (au mieux, il proposerait aux élections plusieurs candidats pour un même siège). Ensuite, il ne reste plus au peuple qu'à exercer une « souveraineté » vidée de tout contenu. Nous sommes encore loin de l'« articulation » du Parti sur l'autogestion, l'autogestion étant au surplus loin d'être majeure.

VERS UNE AVANT-GARDE

Les contradictions dans lesquelles s'est débattue la commission préparatoire reflètent les contradictions objectives d'une Algérie à la recherche d'elle-même. L'option socialiste, bien que courageusement affirmée, est encore une plante fragile, et tenace le conservatisme. La lutte de classes scindera le Congrès du Parti, comme elle se déroule en permanence au sein des institutions du régime. La décantation souhaitée ne sera effective que le jour où, le secteur socialiste consolidé et agrandi, les autogestionnaires auront, enfin, secrété pleinement leur idéologie propre, le jour où les « scientifiques », aujourd'hui encore quelque peu isolés, malgré l'appui de Ben Bella, feront bloc avec les ouvriers conscients.

Déjà, au Congrès de l'autogestion industrielle, le langage tenu par les congressistes ressemblait fort aux idées exprimées, ailleurs, par Mohamed Harbi. Une avant-garde socialiste révolutionnaire n'est pas loin de se cristalliser en Algérie.

DES BOUCHES A NOURRIR

A la suite d'une étude parue récemment dans le courrier de l'Unesco traitant de la misère qui règne à l'état chronique dans les pays sous-développés et des moyens mis en œuvre pour aider leurs populations, le grand économiste anglais, Sir Julian Huxley, s'est scandalisé que les articles de cette revue n'aient mis l'accent que sur le développement agricole et technologique, sans tenir compte du grave problème posé par l'accroissement des naissances.

Or, depuis toujours, dans ce journal, nous avons demandé que l'on mette fin à cette procréation insensée qui sévit dans le monde entier et principalement dans les pays pauvres. Mais quelques Etats seulement ont pris conscience du danger que représentent chaque jour 130 000 bouches de plus à

nourrir, ce qui représente par un accroissement de près de 50 millions d'êtres humains sur notre malheureuse planète qui a bien déjà du mal à subvenir aux besoins de ceux qui s'y trouvent.

On aura beau fouiller de fond en comble les océans en quête de nouvelles nourritures, gaver la terre d'engrais chimiques pour en tirer le maximum de récoltes, on ne pourra jamais rassasier les cinq milliards d'individus qui peupleront la terre d'ici vingt ans.

A l'heure actuelle (toujours d'après l'Unesco) deux hommes sur trois dans le monde ont faim, plus de la moitié sont analphabètes, on manque d'écoles, de maisons, d'hôpitaux, d'instituteurs et on ne fait rien ou presque pour endiguer cette

marée humaine destinée à vivre comme un troupeau de bêtes affamées au milieu d'une société qui se veut « civilisée » et qui préfère gaspiller des milliards à fabriquer des bombes atomiques, au lieu d'éduquer et instruire le peuple pour qu'il sorte enfin de sa misérable condition.

Sir Julian Huxley a clairement posé le problème de surpopulation et de ses conséquences désastreuses dans sa lettre à l'Unesco.

Mais il est peu probable que celle-ci tienne compte de cet avertissement et fort probable au contraire qu'elle continue à fermer les yeux sur la cause principale de la faim dans le monde en ne s'attaquant seulement qu'aux effets.

« La faim sera vaincue », lit-on sur de

grands affiches placardées en ce moment à Paris et nous appelant à verser notre obole pour ceux qui n'ont rien. Hélas ! cela ne changera pas grand-chose à la situation car si l'argent récolté à cet effet parvient à nourrir pendant un mois tous les sous-alimentés du globe, il n'empêche que le problème se posera avec encore plus d'acuité le mois d'après.

Et le monde continuera, comme avant, à tourner en rond autour de cette dramatique question de nourriture, parce que les gouvernements, dans leur majorité, ne veulent pas faire ce geste humain et révolutionnaire à la fois : reconnaître sans plus tarder la limitation des naissances sur le plan mondial ; l'avenir de l'humanité est à ce prix.

L. BRISSON.

LE CHEVEU DE MAHOMET

Que de bruit pour un cheveu; et si ce n'était que du bruit! Mais, hélas! il y a des morts, et ça, c'est une autre histoire, qui nécessite quelques explications.

L'affaire, à l'origine, est toute simple. Un cheveu, qui, selon la tradition religieuse, aurait appartenu à Mahomet, était conservé dans le sanctuaire d'Hazarabal. Or, un beau jour, ce cheveu s'en fut on ne sait où, et ce fut la désolation parmi les mahométans.

Vol, détournement? Toujours est-il que, le 26 décembre 1963, le crime était perpétré. Il n'en fallait pas plus pour déchaîner, chez les Pakistanais, Indiens et policiers, une bagarre dans laquelle on enregistra quelque soixante morts et une centaine de blessés. Beau résultat, déjà. Mais expliquer la disparition du cheveu n'était guère aisé. Il fallait affronter hindous et musulmans, tous superstitieux.

Des cortèges de protestataires s'ébranlèrent dans les villes, rapidement mises en état de siège, par les foules fanatiques. Les chargés de l'ordre s'en inquiétèrent car ils virent là la renaissance de vieilles querelles opposant les deux communautés religieuses.

Si l'on veut se rappeler que la ville de Srinagar est en grande majorité musulmane, alors que la population de Jammu est hindoue dans sa presque totalité, on peut comprendre les drames qui opposaient ville à ville, les sectes religieuses.

Là ne se bornèrent point ces petites escarmouches; la tension ne cessa de monter chez les antagonistes écorchés. Des réfugiés indiens rapportèrent que, dans les districts pakistanais de Khulna et de Jessore,

des atrocités se commettaient au nom des fanatismes forcés. On s'en émut. Les boutiquiers s'en mêlèrent, fermèrent leurs portes, protestèrent en plongeant la ville dans l'inaction, car entre-temps, par ailleurs, deux statues de dieux hindous disparaissaient d'un temple au Cachemire. Une guerre religieuse couvait et menaçait de faire éclater le pire. Heureusement! après neuf jours, le cheveu de Mahomet est retrouvé et le réintègre le temple, ce qui détermine de nouvelles démonstrations. Cette fois, on chante et on danse en signe d'allégresse.

Mais à Calcutta, le 4 janvier suivant, les foules furieuses déclenchent l'émeute. Les soldats reçoivent l'ordre de tirer sur les pillards, les incendiaires et les émeutiers. L'armée ouvre le feu contre les musulmans et hindous aux prises. Deux cents morts, des centaines de blessés sont hospitalisés si on en croit l'Agence Reuter, quatre mille cinq cents arrestations sont opérées, tandis que soixante-treize mille personnes se retrouvent sans abri, par le vandalisme des foules. Ces manifestations déterminent la fermeture des établissements d'enseignement; une pénurie alimentaire sévit.

L'émeute dure quatre jours évoquant le spectre des effroyables tueries de 1947, dans lesquelles musulmans et hindous du Pakistan s'entre-déchaînaient.

Et tout cela pour un cheveu, me direz-vous? Eh bien, oui. On ne peut s'imaginer à quel point les fanatismes religieux sont encore vivaces dans ces régions. Bien sûr, ignore-t-on encore quel est l'auteur du vol du cheveu de Mahomet, pas plus qu'on ne sait quel a été le généreux individu qui l'a restitué.

Vraisemblablement, on n'en connaîtra jamais rien; en effet, à quel bon réveiller à nouveau les susceptibilités entre les deux sectes, afin de déterminer la culpabilité de l'une ou l'autre.

Pour plus de sécurité, le cheveu de Mahomet sera désormais conservé dans un coffre-fort, afin que la relique soit sauvée des profanations futures. Il sera toujours loisible aux fanatiques d'aller l'adorer, en y mêlant le culte du veau d'or!

C'est déjà prévu, puisque la relique sera montrée par ses gardiens au public, les jours de fête. Elle sera enfermée dans une pièce grillagée, protégée d'une trop grande promiscuité.

On pensait que tout rentrerait dans l'ordre. C'était ignorer l'éternelle hostilité de ces sectaires.

Durant mon séjour en Inde en 1960, à Madras et à Madras, je n'avais rien aperçu de cet antagonisme. Cependant, fréquentant indifféremment les cafés et restaurants mahométans et indiens, je n'y rencontrais point les populations mêlées. A Bombay, certains petits incidents laissaient apparaître une animosité, imperceptible cependant, pour le touriste de passage.

Aujourd'hui, du côté pakistanais, les relations s'enveniment, et nul ne peut prévoir ce que l'avenir réserve aux peuples de ces contrées, tant leur puritanisme est grand.

Ce qui est certain, c'est que la discorde ressuscitée violemment à cause d'un cheveu de Mahomet, n'est pas près de s'éteindre.

Sourions avec amertume, devant de tels incidents et méditons sur l'aberration de tels illuminés.

Hem DAY.

A rebrousse-poil

par P.-V. BERTHIER

DROLES D'«ANARS»

André Mahé, qui avait déjà consacré un livre à Alexandre-Maritus Jacob du vivant de celui-ci (Un anarchiste de la belle époque, éd. du Seuil, publié sous le nom d'Alain Sergent), résume — et en même temps achève — la biographie de cet homme extraordinaire dans le nouvel ouvrage qu'il a écrit en collaboration avec Gilbert Guillemainville : L'Épopée de la révolte, que publie Denoël (1).

Il y relate un épisode étrange. En 1897, Jacob, étant allé à Saint-Jacques-de-Compostelle pour s'emparer de la statue en or du patron de la ville, y fut hébergé par un acaide libre penseur dont les deux filles étaient des militantes passionnées.

Or, quand celles-ci connurent son dessein, elles s'emportèrent violemment : « Dénâiser l'Église! Casser en morceaux la statue! Il faut être un païen de Français pour projeter une chose si abominable! Va-t'en, rentre dans ton pays d'athées... », etc., etc. Et Jacob n'eut plus qu'à partir.

Ce fait historique nous rappelle un vieux souvenir. Il y a de cela une trentaine d'années (c'était, nous semble-t-il, vers 1935), le hasard nous mit en présence de camarades anarchistes italiens que le fascisme avait obligés à s'expatrier. Nous dînions ensemble chez un ami. Le jeune couple transalpin qui nous faisait face nous conta ses aventures et entre-coupa son récit d'invectives contre Mussolini : la femme, surtout, était déchaînée, ayant un frère aux îles Lipari et plusieurs membres de sa famille en prison.

Puis, la conversation glissa sur d'autres sujets; on parla de l'Église, qui appuyait la dictature fasciste et qui, en France, en Espagne, soutenait des mouvements de même farine. La jeune femme s'était tue.

L'un de nous mit alors l'accent sur

la responsabilité particulière du pape, et tout de suite la jeune femme l'interrompit, lui demandant de ne pas critiquer le chef de l'Église : « Tout ce que vous voudrez, mais pas ça... Je ne peux supporter qu'on attaque la personne du pape. »

Nous étions fort surpris de cette attitude. On nous avait bien conté qu'en Bretagne il arrivait parfois que, pendant une réunion communiste, les assistants se signaient à genoux en entendant tinter l'angélus. Mais nous ignorions qu'il existât chez les «anars» des sensibilités allergiques aux critiques contre le Vatican.

Très modérément, celui d'entre nous qui avait abordé le sujet y revint par un biais, disant : « Laissons Pie XI tranquille, soit... mais enfin, l'histoire est là... Les papes débauchés, les papes incestueux, les papes simoniaques, les papes guerriers et exterminateurs, cela a existé... »

— Arrêtez! dit la jeune femme en se levant. Si vous continuez, je m'en vais dans la rue attendre que vous ayez fini... »

Bien entendu, nous l'avons priée de se rasseoir et nous avons parlé d'autre chose.

Mais nous étions devant un cas jamais rencontré chez nous, comme Jacob rabroué par les filles de l'acade de Saint-Jacques-de-Compostelle. Ces dernières ne blâmaient pas le vol en lui-même; elles s'indignaient exclusivement qu'il eût pour objet l'effigie d'un saint; et la jeune Italienne ne désapprouvait point l'esprit critique, mais seulement qu'il s'appliquât à la personne sacro-sainte du pontife de la chrétienté, fut-il Borgia...

Tant a de puissance et de pérennité l'éducation première... Tant est grand le prestige des mythes!

Si encore notre interlocutrice avait

défendu le pape régnant en s'aidant de faits précis... Elle eût évoqué, par exemple, certains termes de l'encyclique Non abbiamo bisogno, ou sa demande de grâce pour Sacco et Vanzetti... Nous ne sommes pas des sectaires; nous aurions compris.

Nous aurions même compris un mélange, en elle, de révolutionnarisme et de croyance déiste : l'anarchisme chrétien, cela a existé... (Tout a existé, d'ailleurs; on connaît des gens sincères qui se disent « anarchistes de droite »!) Mais pas du tout... C'était la personne mystique du pape que la belle Italienne plaçait hors de la critique rationnelle, comme les deux filles de l'acade mettaient le saint en or massif hors des atteintes sacrilèges d'Alexandre-Maritus Jacob...

Seuls, les naïfs et les fanatiques s'exagèrent la portée de ces contradictions isolées. Il faut se résigner à trouver de tout à la surface de cette terre : de drôles de chrétiens, de drôles de laïcs, de drôles de socialistes, et, pour tout dire, de drôles de pistolets...

Pourquoi n'y aurait-il pas de drôles d'«anars»?

P.-V. BERTHIER.

P.S. — Dans mon « A rebrousse-poil », du n° 100 sur le nudiste Jean-Louis Alamic, un mot sauté m'a fait dire que celui-ci ne s'était « pas présenté devant le tribunal ». Il convenait de lire qu'il ne s'était « pas présenté nu ».

(1) Voir la rubrique littéraire du Monde littéraire n° 97 (janvier 1964). — A ce propos, je me suis permis de signaler à mon ami André Mahé une erreur dans l'« index des noms cités » qui figure en appendice à son livre. On y a mentionné sous une seule rubrique le Pierre Marin du Libertaire (pp. 49, 299, 303) et celui de Liberté (p. 353) comme s'il s'agissait du même militant, alors que ce sont deux personnages différents à un demi-siècle d'intervalle. — P.-V. B.

Flash

POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Le jeudi 16 avril, de Gaulle adressait au bon peuple endormi un message où il était question des effets du fameux (et fameux) plan de stabilisation.

L'exhibition fut loin d'être brillante, et jamais de Gaulle n'a paru en si médiocre forme. Était-ce la proximité qui le dérangeait ou bien le dégoût des « choses de l'intendance »? Quoi

qu'il en soit, on eut l'impression d'entendre un garçon de café comptant ses pourboires de la journée!

Et c'est d'un ton aux inflexions légèrement canailles, pour ne pas dire vulgaires par endroit, que Guignol m'a affirmé que mon revenu en francs ABSOLUS s'accroissait annuellement de 5%! Malheureusement, ça n'est pas tout. L'État s'accroît en francs absolus, mais en ce qui concerne les francs « pas absolus », ça aurait plutôt une sacrée tendance à la décréte!

J'ai appris aussi que j'étais stabilisé. Ça, je le savais depuis un bon bout de temps. Je suis même stabilisé en dessous de zéro!

Une chose me consolait : une phrase de Pompidou (pour en arriver là, faut vraiment que je sois en dessous de zéro!) « Chacun ne peut prétendre rester dans l'emploi où il se trouve. » Alors, on peut espérer. On peut espérer que las de voir Guignol tripotiller maladroitement des comptes, les « stabilisés » sauront, un jour, lui régler le sien. SANS PRAEAVIS.

Doit-on passer sa vie à la gagner?

A notre époque et dans nos régions (Europe 1964), l'heureux enfant mâle qui vient au jour dans une famille connaît tour à tour l'école obligatoire, le service militaire obligatoire et, tout de suite après, à moins d'être affligé d'une considérable fortune, se voit dans l'obligation d'accéder au privilège du travail « obligatoire ». Car il faut bien travailler pour gagner sa vie.

Il n'y a pas besoin de réfléchir beaucoup pour arriver à la conclusion que quelque chose ne va pas dans ce raisonnement du « travail obligatoire ». Pourquoi pas la vie obligatoire, la croissance obligatoire, la respiration obligatoire, l'exercice obligatoire? (Remarquons en passant que la gymnastique obligatoire est une des brillantes innovations de notre époque dans certains pays d'Extrême-Orient.) Nous aimerions voir se poursuivre logiquement ce remarquable raisonnement et instituer le bonheur obligatoire, l'amour obligatoire, la participation obligatoire à des activités sociales (là aussi, on y vient) déterminés.

Or il se trouve que la vie est faite non pour être gagnée mais pour être vécue. C'est aussi simple que cela. Et nous ne sommes pas obligés, si nous nous en rendons compte, de nous conformer à toutes les demandes qui nous sont formulées de façon si officielle.

L'enseignement véritable est celui que les expériences de la vie nous fournissent. C'est aussi celui qui nous est fourni gratuitement par tous ceux qui comprennent nos besoins et nous instruisent au lieu de mépriser notre ignorance et de l'exploiter.

Le service obligatoire est celui de nos semblables, à commencer par ceux qui nous rendent service eux-mêmes ou qui font acte de service envers l'humanité. Le seul but intelligent de la vie est cette entraide fraternelle, spontanée et confiante qui permet l'épanouissement de chacun. Le seul usage intelligent de la santé, quand on a la chance de l'avoir, c'est de fonctionner dans les meilleures conditions d'équilibre de liberté au service de ceux qu'on aime, d'abord, au service de tous, au besoin. Un tel service est obligatoire parce que notre conscience nous le commande, mais ne saurait être obligatoire parce que quelqu'un prétend remplacer notre conscience.

Le seul véritable service militaire, qui soit conforme aux lois naturelles, est le service rendu à tous ceux qui sont faibles par tous ceux qui sont forts. La force étant faite pour protéger la faiblesse et non pas pour l'opprimer. Il ne faut pas toutefois perdre de vue que la faiblesse peut en échange servir la force et lui manifester sa reconnaissance par d'autres côtés.

Le véritable usage de la richesse dont la nature nous gratifie et de l'abondance des dons que nous recevons de la vie, c'est de permettre aux riches d'enrichir les pauvres au lieu de les exploiter. Nous nous enrichissons tous réciproquement de nos différences.

Nous ne pouvons être exploités que parce que nous nous sommes laissés aller à l'exploitabilité. Il ne tient qu'à nous de devenir inexploitable si nous le voulons assez ardemment. Il faut pour cela cultiver notre discernement et déjouer les ruses dont nous sommes les victimes. Il faut également savoir rester dans les limites pour ne pas devenir à notre tour des exploités de la crédulité et du manque de discernement d'autrui!

L'homme est libre et son premier devoir est d'en devenir conscient pour vivre libre et permettre à son entourage de vivre libre aussi. S'il se croit obligé de « gagner » sa vie et de se conformer à l'idée que les autres se font de lui, une période de désillusions et de déceptions lui est ouverte. Si, au contraire, il a le courage et la patience de chercher sa véritable fonction dans la vie, de s'en rapprocher au maximum, puis de lui donner toute la place voulue dans son existence, il vit et c'est suffisant. Son épanouissement est maximum et celui de son entourage est amélioré.

Trouver sa vérité, puis avoir l'audace de la vivre, c'est l'idéal de l'homme libre dans une société harmonieuse.

TROVIN.

Le directeur de la publication, Maurice Laisant.

Imprimerie Centrale du Croissant 19 rue du Croissant - Paris (2^e)

XI. - CHOISIR LA LIBERTÉ

par Maurice FAYOLLE

SUR le plan philosophique, l'anarchisme se définit clairement et sans ambiguïté par rapport à tous les autres systèmes philosophiques : il s'oppose au principe d'Autorité et lui oppose le principe de Liberté.

A ce niveau, son argumentation est irréfutable : elle s'appuie, en effet, sur une très longue expérience vécue : celle de l'Histoire Humaine prise dans la totalité de ses dimensions temporelle et géographique. Et cela avec une telle constance que nulle réfutation n'apparaît possible. L'Histoire est là, en effet, pour démontrer que, partout et toujours, dans tous les temps et tous les lieux, l'autorité et la liberté se sont constamment opposées. Cette opposition permanente, on la retrouve dans toutes les branches de l'activité humaine, en politique aussi bien qu'en religion, en art aussi bien qu'en science ; contre l'autorité qui prétend imposer le silence et l'immobilité, la liberté se dresse pour contester et revendiquer la parole et le mouvement. Mieux encore, cette opposition fondamentale, on la retrouve à l'état mythique dans la plupart des grandes théologies ; c'est la révolte de Prométhée contre Zeus, aussi bien que celle de Satan contre Dieu. Au-delà des mythes, qui sont toujours la transposition imagée d'une réalité, l'Histoire démontre ainsi que l'autorité a toujours été l'idéal, le moteur et l'arme des gouvernements, des dominateurs, des maîtres ; la liberté, l'idéal, le moteur et l'arme des gouvernés, des opprimés, des esclaves.

Toutes les démonstrations, toutes les arguties dialectiques ne peuvent rien contre cette évidence : autorité et liberté sont, non des fictions philosophiques, mais bien des réalités vivantes de la vie des hommes. Elles s'opposent en termes irréconciliables, mais ne peuvent se nier, ni s'ignorer : toute la vie des sociétés repose sur leur équilibre instable. Entre ces deux adversaires, il n'y a jamais de coexistence pacifique, mais seulement des périodes plus ou moins longues de paix armée, des trêves que viennent rompre, soit un sursaut de l'autorité (réaction), soit une offensive de la liberté (révolution). Après quoi, un nouveau cycle recommence — une nouvelle veillée d'armes.

Mais cette lutte incessante que se livrent l'autorité et la liberté, ce n'est, en définitive, que l'expression philosophique d'une réalité sociale bien définie : le combat qui dresse en permanence ceux qui subissent contre ceux qui asservissent. Autorité et liberté deviennent ainsi les deux termes symétriques et opposés d'une unique proposition : la lutte de classes.

De sorte qu'on peut poser comme un axiome démontré par l'analyse historique que : a) un accroissement de l'autorité provoque toujours une régression des libertés ; b) un gain des libertés se fait toujours au détriment de l'autorité.

Jusqu'à ce point, la démonstration est irréfutable : tout est clair, net, logique. La difficulté commence à partir du moment où l'on veut situer, « dimensionner » la liberté — et, par contrecoup, l'autorité — dans le contexte de la vie sociale.

Peut-on supprimer toute autorité ? Peut-on concevoir une liberté illimitée ? En posant ces questions, nos adversaires affectent le souverain et railleur mépris de ceux qu'une certitude illumine ; laissons ces adorateurs de l'autorité et ces contempteurs de la liberté se bercer dans un sommeil qui leur dissimule le mouvement de l'Histoire : on ne vend plus d'hommes enchaînés sur les places de nos marchés.

Mais, parmi les anarchistes eux-mêmes, des camarades s'interrogent : l'autorité est néfaste, mais peut-on concevoir un monde sans autorité ? La liberté est le but suprême des aspirations humaines, mais ne risque-t-elle pas, sans limite et sans frein, de basculer dans le chaos ? En d'autres termes, l'anarchie n'est-elle pas une utopie et le combat que nous menons un mirage ? Ce sont des questions embarrassantes, mais auxquelles il faut répondre.

Précisons tout de suite un point important : l'autorité dont il est question ici est celle qui s'impose à autrui par la contrainte, la violence ou la peur — et non celle qui s'impose naturellement par son rayonnement moral. Il s'agit donc de cette autorité qui, dans la société, s'exprime par la puissance et se manifeste par la domination. Quant à la liberté, il s'agit,

évidemment, du droit que doit (ou devrait) avoir tout homme d'agir sans contrainte.

Le problème social que pose la dualité de l'autorité et la liberté a été magistralement étudié par Proudhon, notamment dans ce livre que ne devrait ignorer aucun anarchiste : « Du Principe Fédératif ».

Le fondateur de l'anarchisme social y est très clair : autorité et liberté sont des réalités coexistentes et opposées dans tous les régimes. D'où il en tire une classification logique en : A) - régimes d'autorité : a) monarchie ou patriarcat (gouvernement de tous par un seul) ; b) panarchie ou communisme (gouvernement de tous par tous) ; et B) - régimes de liberté : a) démocratie (gouvernement de tous par chacun) ; b) anarchie (gouvernement de chacun par chacun). Ceci étant une classification théorique. En fait, ni l'autorité ni la liberté n'existent à l'état pur dans aucun régime. Il s'ensuit des combinaisons variables qui donnent naissance à des régimes hybrides. Cependant, dans les deux premiers cas, la primauté est à l'autorité, dans les deux seconds, la primauté est à la liberté.

Il ne s'agit là que d'une différence, mais elle est essentielle : les deux catégories de régimes se finalisent opposées : le premier tend vers une toujours plus grande concentration de l'autorité ; le second vers une toujours plus grande extension de la liberté. Mais à ce niveau de l'argumentation intervient une donnée philosophique d'une importance considérable : celle d'un rejet, d'un refus catégorique de toute conception finaliste de l'Histoire. En effet, l'évolution, c'est-à-dire le mouvement de l'Histoire ne peut s'achever que de deux manières possibles : par la perfection atteinte, à partir de laquelle il n'y aurait plus de mouvement, donc plus d'Histoire, ce qui est absurde ; ou par la fin de l'Histoire, c'est-à-dire par la disparition de l'espèce humaine, ce qui est hors de discussion.

Toutes ces considérations sont, je crois, nécessaires, pour bien situer le problème de la liberté et de l'autorité, pour définir les « dimensions » de la liberté en société anarchiste.

« La révolte n'est nullement une revendication de la liberté totale » (1). Disons-le donc nettement, la liberté anarchiste ne saurait être celle de piétiner les plates-bandes d'un parc public ou d'en dévaster les massifs fleuris. Pas plus que celle d'ignorer le code de la route en roulant à gauche ou en brûlant les feux rouges. A la liberté DE l'individu s'oppose la liberté, le bien et la sécurité DES individus. Ceux-ci sont donc parfaitement en droit de placer des gardes et des agents là où il est nécessaire, afin d'empêcher de nuire ceux qui veulent nuire.

Mais alors quelle différence avec la société autoritaire ? Ces différences seront au nombre de deux et capitales : le « service d'ordre » sera orienté vers la prévention et non vers la répression, comme c'est le cas actuellement ; et les membres de ce service d'ordre seront nommés, non par le pouvoir, mais par les collectivités intéressées, responsables devant elles et révocables par elles.

Soyons réalistes. La société idéale est un mythe, puisqu'elle suppose la perfection. La société à construire, la société anarchiste sera un régime qui, au-delà de la démocratie et plus qu'elle, sera orienté vers la liberté. A travers des structures changeantes, parce qu'adaptées aux formes changeantes de l'évolution, elle tendra vers le self-gouvernement, le « gouvernement de chacun par chacun », selon la définition de Proudhon, vers une perfection qui ne sera jamais atteinte intégralement. Dans la société la plus autoritaire, il existe toujours des parcelles de liberté. Dans la société libertaire, il demeurera des parcelles d'autorité, dont l'importance diminuera au fur et à mesure que les hommes apprendront mieux l'usage de la liberté.

Entre les deux pôles opposés autour desquels se cristallisent les sociétés humaines, il faut faire un choix clair et décisif : ou l'autorité avec son cortège de « grandeur » et d'esclavage ; ou la liberté avec ses difficiles pratiques.

Les anarchistes ont choisi la liberté.

(1) Albert Camus, cf « L'Homme révolté ».

LES CHINOIS ET NOUS

« Cependant, en réalité, la direction du Parti communiste chinois entend surtout se servir de toutes sortes de dissidents politiques parmi les renégats du communisme, d'anarchistes, de trotskistes, etc... pour diviser le front unique des communistes. »

Ces lignes, extraites du rapport Soulov, nous mettent donc directement en cause. Deux constatations sont à tirer tout de suite avant d'aborder la question : sommes-nous pro-chinois ? Tout d'abord, que les communistes soviétiques semblent avoir oublié que le premier diviseur des communistes fut Marx au sein de la première Internationale, et que donc, ayant la primauté de la méthode, il sont mal placés pour parler des diviseurs. Ensuite que, pour ce qui est de servir la cause du communisme, nous n'avons jamais attendu personne, et encore moins les marxistes chinois.

De toute façon et, malgré ces réserves, le problème reste posé : sommes-nous pro-chinois ?

La manière la plus simple de résoudre cette question est de voir si les griefs soviétiques à l'égard des Chinois correspondent ou non aux griefs que nous avons, nous, à leur égard. Dans la négative, il conviendra alors de voir si les thèses chinoises sont compatibles avec nos positions.

LE CAMP SOCIALISTE

Le rapport Soulov met en présence deux thèses. La thèse soviétique, qui postule qu'« un rôle primordial dans le processus révolutionnaire mondial revient aux pays socialistes », et que,

donc, il convient de subordonner tout au développement des pays « socialistes ». De l'autre, la thèse chinoise : « les théoriciens (du P.C.C.) ne lui réservent que le rôle de point d'appui. »

Se trouve ici formulée explicitement une vieille « légende », l'inféodation des partis communistes au P.C.U.S. Légende combien sanglante dont la guerre d'Espagne, le pacte germano-soviétique, etc., n'ont été que les épisodes les plus marquants.

Les Chinois nous apparaissent donc sous un jour infiniment plus sympathique. Il nous est loisible, à nous anarchistes, de concevoir qu'une région du globe débarrassée du capitalisme aide les autres régions à se libérer, ne serait-ce qu'au nom de l'internationalisme prolétarien et au nom de la solidarité révolutionnaire. Si les Chinois pensent ainsi, alors nous sommes pro-chinois. Mais si, au contraire, ils aident les révolutionnaires de tous les pays au nom de la dictature du prolétariat, au nom du communisme autoritaire, alors nous sommes antichinois. Nous sommes antichinois également si ceux-ci considèrent le bloc oriental et, en particulier, leur propre pays comme le socialisme véritable.

LES MOUVEMENTS DE LIBERATION

Les deux thèses continuent à s'affronter. Pour le P.C.U.S., les mouvements de libération contiennent les germes de la révolution sociale, mais ne sont pleinement conscients ; pour les communistes russes, c'est la « classe ouvrière » des pays capitalistes développés qui est l'élément

n° 1 du mouvement révolutionnaire mondial. Pour les Chinois, au contraire, ce sont les mouvements de libération qui représentent les forces vives d'un changement social radical.

Combien l'analyse objective des mouvements sociaux de ces dernières années semble donner raison aux Chinois. La diminution vertigineuse des masses « organisées », les traahisons successives des dirigeants, la pauvreté idéologique, sont des faits qui ne sont pas niables dans nos pays occidentaux. Les anarchistes, comme tous les révolutionnaires conséquents se tournent alors vers les mouvements de libération. Bien plus que les mouvements traditionnels, ils ont la maturité révolutionnaire des grands mouvements sociaux, le désir de se débarrasser de cette superstructure intellectuelle et morale qui empoisonne et sclérose le prolétariat occidental. Les mouvements de libération marqueront la deuxième moitié du XX^e siècle, comme était la première manifestation véritable d'un essai de révolution sociale. On comprend que les marxistes soviétiques aient peur de ces mouvements neufs qui ne choisiraient peut-être par la voie marxiste. Mais que les Chinois ne se fassent pas d'illusion, ils ne choisiraient peut-être pas non plus leur voie !

AUTRES PROBLEMES

Nous avons été, dans cet article, plus pro-chinois que pro-soviétique. Nous continuerons à l'être, en effet, nous penchons aussi que la libre discussion doit s'instaurer dans tout mouvement révolutionnaire digne de ce nom. Nous pensons aussi que

jamais une organisation révolutionnaire ne peut être un « pion sur l'échiquier diplomatique » (1). Nous pouvons continuer en disant, nous aussi, que la Yougoslavie n'est pas un pays « socialiste », ce que les Soviétiques, eux, affirment (oh, ironie du sort !). De même, nous reprocherons aux Soviétiques leur échec agricole et industriel, conséquence logique de la politique et de l'organisation d'un pays qui n'a de socialiste que le nom.

CONCLUSION

Après tout ce que nous venons de dire que l'on ne se méprenne pas sur nos conclusions. Marxisme soviétique et marxisme chinois sont issus de la même veine : le socialisme autoritaire. Un anarchiste n'a jamais à choisir dans ces cas-là. C'est pour cela que nous dirons, que, si nous reprenons à notre compte un certain nombre de critiques formulées par le parti communiste chinois, ce n'est pour approuver ni l'une, ni l'autre, de ces méthodes, mais bien plutôt parce qu'au-delà des querelles de château, il y a peut-être une grande espérance dans l'avenir du mouvement ouvrier.

Julien STERN.

(1) Les dirigeants du P.C.U.S. sont les plus grands scissionnistes de notre temps. Article de Renmin Ribao, publié dans « Peking Information ».

Le mois prochain :

- Suite de « Sur la Définition de l'Etat », par Julien Stern.
- Hiérarchie des valeurs.



Bien qu'il ait fait trembler les assises traditionnelles de la Société britannique par l'ampleur réellement imposante de ses manifestations, le mouvement antiatomique anglais n'a enregistré jusqu'à présent qu'un échec à l'échelle de sa puissance. Le gouvernement de Grande-Bretagne continue impasse de fabriquer ses bombes tout en construisant des abris secrets pour survivre éventuellement à la population. Pourtant, ce mouvement que les observateurs politiques les plus renommés du Royaume-Uni n'avaient pas hésité à qualifier de « Phénomène socio-politique le plus important et le plus original de l'après-guerre » aura eu, au moins, une conséquence positive et qui peut-être lourde de promesses. En effet, par sa manière de poser les problèmes autant que par son incapacité fondamentale à les résoudre, le mouvement contre la bombe a donné naissance, par la logique même des faits, et bien malgré lui, à un fort courant anti étatique en même temps qu'il revalorisait l'action directe des masses.

Dans ce contexte de revendications sociales, le mouvement anarchiste d'expression anglaise a joué gagnant sur tous les tableaux. Sur le plan théorique, il a vu les faits venir confirmer jour après jour et aux yeux de tous, la justesse de ses tactiques et de ses principes. Sur le plan pratique, il a vu son importance plus que tripler dans les quatre dernières années. Sans tomber dans un optimisme excessif, on peut penser que l'importance réelle du mouvement antiatomique se fera surtout sentir alors qu'il aura déjà disparu de la scène politique.

De notre envoyé spécial :
I. TOMAS

BAN THE BOMB!

Action directe et parlementarisme en Angleterre



CRÉATION DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DE GRANDE-BRETAGNE

Le congrès constitutif de la Fédération Anarchiste de Grande-Bretagne s'est tenu à Bristol les 11 et 12 avril. Les congressistes se sont séparés après avoir adopté la proclamation suivante :

« Les anarchistes n'acceptent pas les organisations nationales et politiques actuelles dont l'existence a pour but de défendre le pouvoir de

« l'argent ou de perpétuer le pouvoir de l'Etat. « Par conséquent, la Fédération Anarchiste de Grande-Bretagne se propose, d'une part, de développer les voies et les moyens qui permettront de triompher de l'autorité et d'autre part d'encourager la création des organisations par l'intermédiaire, desquelles les travailleurs prendront la direction des moyens de pro-

« duction et de distribution, « afin de satisfaire les besoins de la collectivité. « Pour prospérer, les Etats modernes comptent sur le maintien des conflits entre les peuples et sur la division de la société en classes. Aussi ce n'est pas par l'intermédiaire des politiciens, mais par notre propre action directe que nous arriverons à nous libérer. »

PAQUES 1964 EN ANGLETERRE

Sachant que la R.T.F. ou la T.V. se bien trop occupées à décrire les échos de notre nouveau Cortez (en plus bien sûr!) pour pouvoir nous entre-milliers de personnes, qui allaient marcher à moins de 500 kilomètres de Paris, le contrat de recourir aux joies de la stop pour aller voir sur place de retour. (Au fait, serait-ce pour chercher les jeunes d'aller voir ce qui se passe ailleurs que la Cinquième prend des anti-stop?) La première chose qui tout observateur impartial est la notable différence de densité de flics entre les rues de Londres où l'on a besoin de renseignements et les allées des bases atomiques dès que l'on est de trois à vouloir s'en approcher!

2 000 POLICEMEN
VENDREDI 27 MARS :

A l'appel du « Comité des 100 Organisation anti-atomique la dynamique du Royaume-Uni, que 2 000 manifestants se rassemblent Hyde Park, la tribune politique Londres. Leur objectif : attirer après une marche de deux jours dans les rues de Londres, la base atomique de Ruislip, et tenter d'y pénétrer à l'aide d'échelles.

Dès l'aube, on est frappé par le pittoresque de ce genre de manifestations inconnues en France. Nombre de manifestants sont vus avec leurs guitares, et ils vont animer la marche, de leurs chants. Par auto-discipline, le cortège suitra le côté gauche des rues en veillant à ne pas gêner la circulation. Les manifestants, qui portent presque tous des pancartes dans le genre « Bannissons la bombe, détruisez les Polaris », « La Liberté, c'est plus que de ne pas être emprisonné », se groupent derrière les bannières qui correspondent le mieux à leurs sentiments. Il y a d'énormes croix brandies par les chrétiens, aussi bien que les bannières noires et rouges du « London Anarchist Group » ou de la « Syndicalist Workers Federation ». En chemin, on peut acheter les « oranges anti-fascistes », puisque non importées d'Espagne (ces dernières étant boycottées par les anarchistes).

Lorsque les manifestants se séparent, vers 5 heures de l'après-midi, aucun incident n'est à mentionner. Notons que le Comité des 100 édite avant ces manifestations des tracts où il indique, en même temps que les poursuites judiciaires auxquelles s'exposent les manifestants (de quelques litres (1) à deux ans de prison), les différentes conduites à tenir face aux manœuvres des policiers et où ceux qui « ne sont pas certains de ne pouvoir résister aux provocations des policiers sont priés de ne pas se joindre à l'action... »

SAMEDI 28 MARS :

Départ de Kenton Stations, mais cette fois, il n'y a plus qu'un millier de manifestants, dont 150 anarchistes environ. Le cortège est divisé en deux groupes : ceux qui veulent pénétrer dans la base (environ 300) et ceux qui ne sont là que par solidarité (en-

viron 700). Les policiers pénètrent dans la foule et arrachent les échelles. Après une courte marche, la base est en vue, ou plus exactement entrevue à travers un épais cordon de plus de 2 000 policiers qui en interdisent rigoureusement l'approche. Une seule solution : empêcher la circulation et bloquer l'entrée de la base en s'asseyant par terre. Les appareils photo se mettent soudain à crépiter lorsque, avec une violence peu commune chez les policiers de Sa Majesté, les flics entreprennent de frayer un chemin à leurs véhicules. Bientôt, un porte-voix annonce que tout individu obstruant la voie publique sera arrêté. Une immense clameur couvre les dernières paroles et les manifestants se prennent les bras, ce qui complique singulièrement le travail des policiers. Peu à peu, le nombre de ceux qui chantent « Pourtant nous rattrapons un jour » diminue et lorsque le dernier manifestant a été embarqué, on compte 302 arrestations dont environ 10 % d'anarchistes. Quelques-uns de nos camarades qui ont refusé de donner leur nom aux policiers sont en prison pour un mois.

LE COMITÉ DES 100

Révoltés contre le légalisme et le centralisme du C.N.D., une fraction de ses militants dont Bertrand Russel décidait en 1961 de se démarquer et d'adopter d'autres méthodes. Cette fraction composée de chrétiens de gauche, de membres du parti travailliste indépendant (forte de P.S.U.), de marxistes non orthodoxes (tendance socialisme et barbarie) et enfin d'anarchistes, prit le nom de « comité des 100 » et devint l'élément combatif du mouvement antiatomique. Reprenant à son compte les revendications premières du C.N.D., il se déclara dès le début pour la « désobéissance civile » s'exprimant à travers l'action directe et sa première mani-

TRAFALGAR SQUARE

LUNDI 30 MARS :

Cette fois, c'est le C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmament), la plus importante des organisations antiatomiques, qui organise la marche. Environ 30 000 manifestants sont accourus de toute l'Angleterre et même de l'étranger. La présence anarchiste française est assurée par un groupe de jeunes libertaires et de membres de la F.A. de Lille, Angers et Paris qui participent activement à la vente de la presse anarchiste anglaise. Presque toutes les organisations de Grande-Bretagne sont représentées, la plus

festation de rue devant « Whitehall », connu un succès inespéré. C'est dans ses rangs que le gouvernement a frappé le plus durement, condamnant certains de ses membres jusqu'à 18 mois de prison sans compter les amendes diverses mais toujours très élevées. Bertrand Russel effrayé par le « caractère anarchiste » du comité des 100, s'empressa de démissionner alors même que le comité prenait conscience qu'il fallait étendre l'action au domaine social dans son ensemble. Lors de la manifestation contre les souverains grecs en visite à Londres, les militants du comité étaient de nouveau durement frappés et nos camarades Peter Moore et Thierry Chandler écopiaient 9 mois de prison!

LES ESPIONS DE LA PAIX

En avril 1963, lors de la Marche Aldermaston-Londres, un document ultra-secret révélant l'emplacement des R.S.G. (abris antiatomiques pour le gouvernement) et même leur numéro de téléphone, était spontané et distribué en pleine rue puis copié et diffusé aux 4 coins de Londres et de l'Angleterre. Les services spéciaux de Sa Majesté n'ont jamais réussi à remonter aucune filière jusqu'à ce qu'ils le ou les fournisseurs du document. Le C.N.D., d'abord affolé et dépassé par la situation prit position contre l'initiative des « espions de la paix » et alors que les bannières noires et rouges des anarchistes se dirigeaient vers un R.S.G. peu éloigné du trajet de la marche, ses leaders exhortaient la foule à ne pas suivre ces « minorités d'anarchistes ». Peu de jours après, le C.N.D. approuvait sans mélange l'initiative des espions de la paix! Cette fois encore, l'incomparable efficacité courageuse de l'action non centralisée d'unités autonomes était démontrée. Car nul doute que si la diffusion des documents avait été réalisée par les soins d'une organisation centralisée, les agents britanniques n'auraient pas eu de mal à remonter les filières jusqu'aux fameux espions de la paix.

Le fait que les manifestants groupés derrière les signes de ralliement libertaires soit passés de quelques dizaines jusqu'en 1960, à plus de 1 000 cette année, prouve suffisamment que les erreurs répétées du C.N.D. et des formations politiques a fait prendre conscience à la jeunesse active d'Angleterre d'un certain nombre de problèmes.

COMMUNIQUÉ

En solidarité avec notre camarade Abarca, menacé d'extradition par la Suisse, six de nos camarades de la Fédération des Jeunes Iberoquies d'exilés à Londres, ont entrepris une grève de la faim. Le 1^{er} avril, obligés par les policiers à ne pas « obstruer la voie publique », nos camarades ont dû à la façon des piquets de grève américains marcher sans arrêt devant l'ambassade de Belgique jour et nuit, sous l'œil vigilant de deux policemen qui, eux, se relayaient toutes les deux heures. Des pancartes informaient les passants du motif de cette manifestation de solidarité ainsi que du fait que c'était un gouvernement « socialiste » qui octroyait l'extradition d'un antifasciste.

GLASGOW

Un cortège de quelque 300 personnes dont plus d'une centaine d'anarchistes écossais, effectuée une marche relatif Glasgow à Edimbourg. Plusieurs militants sont condamnés à six mois de prison ferme.

Ban the Bomb : « bannissons la bombe » slogan qui est de ralliement de tous les anti-force de frappe de Grande-Bretagne.

sa sécurité. Lorsque nous y arrivions, les flics sont déjà là, entourant l'abri, et on peut même apercevoir les célèbres policiers à cheval qui font « merveille » dans les manifestations de rues. Se détachant de la masse grise des uniformes, il n'y a qu'une cinquantaine de manifestants groupés autour de la bannière de la « Glasgow Anarchist Federation ». Peu à peu, les manifestants affluent et bientôt 800 personnes (dont 500 anarchistes) sont massées contre le cordon policier épais de six ou huit rangs.

Visiblement, les autorités ne tiennent pas à ce que la presse parle trop de cet abri et les flics se contentent de rester immobiles. Deux tendances se font jour chez les manifestants qui discutent entre eux avec un haut-parleur. Certains veulent foncer sur les flics et rompre le barrage, d'autres pensent qu'il faut se disperser. Finalement, la conclusion est que les flics sont trop forts cette fois-ci, mais une solution de rechange est proposée aux partisans de l'action directe : envahir le Parlement qui se trouve tout près.

150 personnes, dont deux tiers de libertaires, se dirigent sur le Parlement et une cinquantaine réussissent à y pénétrer en clamant des slogans. A les y voir, un moment débordés réagissent et repoussent les manifestants qui se dirigent immédiatement sur la maison du Premier ministre, également proche. Là encore, un épais cordon de police barre les rues et les manifestants sont dispersés tandis qu'avec un slegme et un humour tout britannique, certains d'entre eux proposent d'aller maintenant à Buckingham Palace...

(1) Environ 14 francs 1964.
(1) Américains à la porte!

BRÉSIL AFFAMÉ

LES féodaux et les latifundistes (grands propriétaires terriens), appuyés par la racaille militaire, viennent de remporter une facile victoire sur le prolétariat brésilien, surtout sur le prolétariat rural. Victoire qui ne pourra être que passagère, certes, mais qui va permettre le démantèlement des forces de gauche et des ligues paysannes.

L'affaire a véritablement commencé lorsque le président Joao Goulart a déposé un projet de réforme agraire visant à distribuer aux paysans les terres situées près des routes nationales, des voies ferrées et des barrages, terres généralement en friche ou sous-exploitées. Les propriétaires terriens guérirent au « communisme » et achetèrent des armes pour défendre la « démocratie » et la propriété privée.

Pourtant, les projets réformistes de Goulart n'auraient touché que 150 000 paysans. Dans un pays qui en compte plus de quarante millions, ce n'est pas une réforme, c'est une aumône.

En plus de ce projet de réforme, il y eut la mutinerie de 5 000 matelots et quartier-maîtres contre leurs officiers. Le soutien, apporté par Goulart aux mutins, révolta les chefs militaires. Le 1^{er} avril, le Gouverneur de l'Etat de Minas-Gerais se déclara en dissidence. La révolte s'étendit et, 24 heures plus tard, Goulart filait comme un lapin et se terrait en Uruguay. La grève générale, décrite par les syndicats, resta sans aucun effet. Les forces de gauche brésiennes venaient, sans combat, de subir une cuisante défaite. Les gouverneurs réactionnaires Lacerda et Barros décrétèrent la chasse aux « communistes » et les arrestations se succédèrent. Pendant que de nombreux militants syndicalistes étaient emprisonnés, Lacerda déguilait des proclamations sur la victoire des forces de l' « ordre ». La vérole religieuse l'appuyait et Johnson adressait les félicitations des U.S.A. aux « glorieux » vainqueurs, avant même que Goulart n'ait quitté le Brésil ! « L'Internationale des salauds » fonctionne bien : elle ne comprend que des sujets d'élite !

Dans ce pays, le plus grand de l'Amérique du Sud, la lutte est engagée entre ceux qui n'ont rien et ceux qui ont tout. Déjà, les paysans brésiliens ont tenté de se constituer en syndicats ruraux pour lutter contre le féodalisme étouffant des grands propriétaires. Sous l'influence

de l'avocat Francisco Juliao, des « Ligues paysannes » s'organisent, malgré les réactions impitoyables des latifundistes. La colère monte, la révolte gronde, mais nul ne sait quand elle éclatera.

Dans la province du Nord-Est, 96 % de la population est analphabète. L'espérance de vie est de 27 ans et sur 1 000 enfants qui naissent, 400 meurent avant d'atteindre l'âge de un an. Le revenu annuel de ce sous-prolétariat n'atteint pas 250 F.

Dans une interview accordée à « Révolution » (mars 1964), Francisco Juliao parle du sort des paysans révoltés contre « l'ordre » actuel :

« Chaque jour des crimes sont commis par les gros propriétaires, dont la police privée agit sous le regard compréhensif et avec la complicité de la police gouvernementale. On invoque l'ordre, la loi, la paix, comme si le régime latifundiste ne menait pas au désordre, comme si la police privée n'était pas la négation de la loi, comme si le silence imposé par la terreur était la paix. On rase les maisons, on arrache les arbres fruitiers des paysans révoltés... on les traîne sur le sol attachés à des « jeeps », leur laissant la chair à vif. On les attache sur un camion, comme s'il s'agissait de bétail et on les promène ainsi par les rues de la ville. On leur marque la poitrine et les reins au fer rouge. Un tel est badigeonné de miel et placé sur une fourmilère. Un autre est plongé dans une cuve pleine d'eau, y restant nuit et jour, nourri de pain sec et buvant de cette même eau contaminée par l'urine et les matières fécales, dans laquelle il est plongé jusqu'aux lèvres... Il y a eu des cas de paysans mutilés en présence de leurs compagnons : les morceaux de leur chair ayant été distribués aux chiens, comme exemple... »

Voilà comment on traite, dans un pays où les propriétés de plus de 200 000 hectares ne sont pas rares, les paysans révoltés. Des paysans qui ne possèdent rien, pas même un petit lopin de terre, des hommes condamnés à crever de faim sur une terre ou tout pourrait pousser, mais où, seule, la canne à sucre et le café sont cultivés...

Au Brésil, comme un peu partout dans le monde, des hommes affamés tombent chaque jour, au nom de la démocratie et de l'ordre ! Le sale petit ordre branlant de l'impérialisme.

Gérard SCHAAFS.

ALLIANCE SYNDICALE OUVRIÈRE D'ESPAGNE COMITE DE COORDINATION

A l'opinion publique mondiale ! A toutes les organisations syndicales ouvrières et démocratiques !

Le comité de coordination de l'Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne communique à l'opinion démocratique internationale, l'information suivante, concernant la répression exercée en Espagne par la police franquiste :

A Barcelone, le Secrétaire National de l' « Alliance Syndicale Ouvrière » a été arrêté et jugé, ainsi que le secrétaire de la dite organisation pour la Catalogne. « L'Alliance Syndicale Ouvrière » est intégrée à l' « Union Générale des Travailleurs » (U.G.T.), à la « Confédération Nationale du Travail » (C.N.T.) et, en Catalogne, à « Solidarité Ouvrière Chrétienne de Catalogne » (S.O.C.C.).

Les camarades Francisco Callé Mançilla, menuisier, et Augustin Mariano Pascual, métallo, ont été mis à la disposition du Tribunal Spécial d'Ordre Public (de création récente) et inculpés de menées extrémistes et de conspiration contre la dictature du général Franco. Ces fausses accusations ont pour but de justifier l'intolérance et les violences du régime franquiste, ce régime qui oblige les travailleurs à s'organiser en syndicats clandestins, puisque les seuls reconnus sont les « syndicats verticaux », ces instruments du gouvernement fasciste espagnol pour domestiquer et soumettre la classe ouvrière espagnole

NECROLOGIE

Après deux semaines de souffrances, PROGRESO ALFARACHE est mort, à l'Hôpital Espagnol de Mexico. Vieux militant de la C.N.T., il était directeur de la revue libertaire « Comunidad Iberica », publiée au Mexique.

A un âge avancé et après une longue maladie, est mort, au Mexique, le vieux « GORI », comme l'appelaient ses amis et les militants de Catalogne.

Le nom de GREGORIO JOVER est lié aux heures les plus agitées et les plus glorieuses de la C.N.T. et du mouvement ouvrier espagnol.

JOVER devint célèbre avec ces deux autres figures de la C.N.T. et de l'anarchisme espagnol, FRANCISCO ASCASO et BUE-

à ses dessins bâtarde de totalitarisme politique.

Un troisième camarade a également été arrêté ; il s'agit de José Cases Alfonso, imprimeur, accusé d'imprimer des tracts de propagande subversive pour le compte de « l'Alliance Syndicale Ouvrière ».

Tous les inculpés sont membres de la C.N.T. : Francisco Callé était délégué à l'intérieur pour les Affaires étrangères et Augustin Mariano, secrétaire du Comité Régional de Catalogne et des Balears.

La répression franquiste n'a pas désarticulé la structure de base du mouvement syndicaliste ouvrier clandestin, qui fonctionne à tous les échelons.

Le Comité de Coordination de « l'Alliance Syndicale Ouvrière » lance un appel à toutes les organisations syndicales ouvrières du monde et en appelle à la conscience démocratique internationale pour que soit organisée une vaste campagne de protestation, obligeant le gouvernement franquiste à libérer nos trois camarades qui risquent de longues peines d'emprisonnement pour le crime d'être des militants ouvriers de « l'Alliance Syndicale Ouvrière » qui lutte, en Espagne, pour que le droit de grève et la liberté syndicale soient accordés aux travailleurs.

Un gouvernement qui refuse d'accorder aux ouvriers ces droits élémentaires ne peut-être admis parmi les nations démocratiques.

Vive la Liberté !

Le Comité de Coordination.

NAVENTURA DURRUTI, lorsque l'Argentine demanda à la France leur extradition. Cette demande fut rejetée grâce à l'immense protestation du monde entier et en particulier du peuple français.

JOVER, qui avait près de 80 ans, passera à l'histoire comme un courageux militant du mouvement ouvrier, et comme l'une des plus hautes figures de la lutte gigantesque du peuple espagnol contre le fascisme.

Le vieux militant italien Ugo Fedeli nous a quittés lui aussi.

Son nom qui comme celui de JOVER, mérite mieux qu'un entrefilet, fera l'objet d'un prochain article de ce journal, qui est l'expression dans notre pays de l'idéal qui guida ses pensées, son action et sa vie toute entière.

Informations Internationales ● Informations Intern

Recueillies par les militants et les correspondants du Groupe de Liaisons Internationales

BELGIQUE

— Le 15 avril s'est tenu un meeting à Bruxelles contre l'extradition de notre camarade Abarca.

— Douze mille personnes ont participé à Bruxelles à une marche antiautomatique organisée par les fédérations syndicales belges de toutes tendances.

CANADA

— A Toronto, des tracts antisémites ont été lancés d'un avion. Ces tracts proclamaient : « Hitler avait raison : le communisme est juif ».

— Alors qu'il était question d'expulser le militant libertaire Bernabé Garcia (dont nous vous avons exposé le cas dans le Monde Libertaire de mars), le ministre canadien de l'Immigration a reçu de nombreuses lettres de protestation en provenance du monde entier. A la suite de ce mouvement d'opinion, notre camarade a été relâché. Il aura la possibilité de demeurer au Canada.

— Nos camarades anarchistes canadiens ont fait imprimer à plusieurs milliers d'exemplaires et diffusés dans la province de Québec l'affiche du Comité pour l'Espagne Libre « Qu'il aille au diable ! »

GRANDE-BRETAGNE

Le numéro du 14 avril du quotidien « Paris-Presse » commente ainsi le

Congrès constitutif de la F.A. Britannique sous le titre Anarchistes de choc en Grande-Bretagne.

« Soixante-dix anarchistes anglais se sont réunis à Bristol pour fonder la Fédération Anarchiste de Grande-Bretagne. Nous estimons, a dit le porte-parole à l'issue de la réunion, que les partis politiques qui existent à l'heure actuelle ont tous pour but de défendre l'ordre établi. En conséquence, la Fédération Anarchiste engage la lutte contre les élections. »

HOLLANDE

Pour une fois, des amours précieuses auront eu des conséquences autrement importantes que l'augmentation totale des bénéfices de « France-Dimanche ». La prise de position politique d'Irène d'Orange-Nassau en faveur des droits de son fiancé Hugues de Bourbon-Parme (Don Carlos) au trône d'Espagne et le soutien que le couple apporte au régime franquiste ont amené toute la presse hollandaise à signaler à cette charmante enfant que l'Espagne vit actuellement sous le joug d'une dictature sanglante. A cette occasion, une émission radiophonique a été consacrée au carlisme et a rappelé son rôle au côté des fascistes durant la guerre civile 36-39.

On attend toujours que la presse française et la R.T.F. stigmatisent le soutien que de Gaulle et ses valets apportent à Franco.

INDE

Il apparaît que les médicaments contraceptifs, que les préservatifs, les gélules et comprimés vaginaux et que l'utilisation des phases de stérilité féminine sont des moyens peu pratiques pour les paysans hindous. Certes, des leçons publiques sont données aux femmes du peuple par des doctoresses, mais la méthode la plus efficace reste la stérilisation chirurgicale et, des stérilisations féminines et masculines, c'est cette dernière qui est la plus simple. C'est pourquoi la Vasectomie (résection des canaux spermaticques avec les vaisseaux, se répand de plus en plus. Elle est devenue plus fréquente que la ligature des trompes. On a organisé dans les campagnes 789 « camps de vasectomie ». Plus de 100 000 paysans ont déjà été stérilisés à la date de juin 1962. L'intervention est très rapide (une dizaine de minutes) et est faite sous anesthésie locale. Certains camps en pratiquent plus de 800 par jour.

U.R.S.S.

— Dans un récent discours, M. Kroutchev a traité du passeport du travail. Ce document que le travailleur devrait présenter à toute réquisition ne ferait pas double emploi avec les actuelles cartes d'identité et livret du travail. En effet, ces derniers ne por-

tent que des indications relatives à l'état civil et aux emplois successifs. Le passeport du travail serait beaucoup plus complet. Ce serait une sorte de casier judiciaire qui contiendrait, en outre, des renseignements sur la valeur morale et sociale du travailleur.

VATICAN

Paul VI, actuel occupant des lieux, vaticain récemment sur la liberté d'information.

« Il ne suffit pas que l'information soit objective, il faut encore qu'elle sache s'imposer elle-même les limites exigées par un bien supérieur. »

Le bien de la Très-Sainte-Mère-Eglise par exemple ? Ou bien alors cet enroulement a-t-il peur des confidences scabreuses que pourraient faire des nonnains qui, du fond de leur cellule, se rappellent en rougissant la douceur d'une main, pas encore papale, se baladant sur leur arrière-train !

VENEZUELA

— Sous l'impulsion des camarades de la F.I.J.L., de très nombreuses protestations ont été envoyées au ministre belge de la Justice, par l'intermédiaire de l'ambassade belge de Caracas, contre la menace d'extradition qui pèse sur notre camarade Abarca.

A FORCE OUVRIÈRE LES INCONDITIONNELS TRIOMPHENT

« Que va devenir l'Union départementale Force Ouvrière ? » Telle est la question que je posais dans notre dernier numéro. Le Congrès qui vient de se tenir a répondu très clairement à cette question : l'U.D.F.O. de la Région parisienne vient de rentrer dans le giron de la Confédération. Désignée par le secrétariat confédéral, préparée par une bureaucratie vigilante aux écarts des hérésiarques et réalisée par un parti socialiste qui forge un appareil électoral au sein duquel il réserve au syndicalisme asservi une place de choix, l'opération d'alignement a réussi ! Cette « réussite » pèsera lourd dans les mois qui vont suivre, car la région parisienne formait un noyau vers lequel tous ceux qui, dans le pays, refusaient de se laisser « moutilliser » avaient les yeux tournés.

Nous devons convenir que le débat fut clair. Le syndicalisme de lutte de classe devenait menaçant. La Confédération tolère, favorise même l'opposition en dentelle qui, après quelques coups de gueule qui confèrent l'estampille « libre », rentre sagement dans le rang. Mais ne nous y trompons pas. Si « les secrétaires » ressortent la Charte d'Amiens tous les deux ans, c'est par pure opportunité. Ils n'y croient plus, tout au moins à sa première partie. Je vous défie bien, en dehors des congrès, d'en trouver la référence dans leurs discours et dans leurs écrits.

La Confédération ne pouvait pas

tolérer un regain de ce syndicalisme traditionnel pour qui la Charte d'Amiens reste une réalité vivante, elle a mis le « paquet ».

La majorité du Congrès rassemblait tout ce que la région parisienne compte de politiciens socialistes aux dents longues, de syndicaux aux reins fatigués, d'anarchistes repentis. Des querelles farouches avaient été momentanément mises en sourdine. Des alliances douteuses et éphémères avaient été conclues entre des permanents inamovibles dont la carte de visite est noircie par de multiples représentations, présidences, délégations, et les politiciens qui, groupés autour de Defferre, se préparent à la curée sans trop y croire. Ah ! les braves gens ! De l'ex-anarcho-syndicaliste Leray au socialiste Laurent, tout le ban et l'arrière-ban avaient donné. Le dimanche surtout, car ce jour-là on votait. Le nouveau « Pape » présidait ! Dame le district, s'il se développe, donnera suffisamment de fauteuils en velours rouge bordés de clous dorés pour recevoir les fesses devenues grasses des carriéristes syndicaux et politiques.

La bataille se livra sur deux formules. Celle de la minorité, qui réclamait le départ des responsables syndicaux des comités mis sur pied par le gouvernement pour « embarquer » le mouvement syndical dans la responsabilité de la politique économique gaulliste. Celle de la majorité qui, dans une

phrase de son rapport, prenait acte de la démission du syndicalisme devant ses responsabilités historiques et prônait la politique de « présence ». Deux motions furent présentées. La minorité recueillit quatre cents mandats, la majorité un millier.

Les élections à la Commission exécutive devaient balayer tous les militants syndicalistes qui, depuis quelques années, mènent publiquement la lutte contre le syndicalisme de collaboration et je me demande encore par quel miracle j'ai en extrême évité leur sort. Je me demande également comment une dizaine de militants, évidemment moins connus, ont réussi à passer à travers les mailles du filet et à être élus. De toute façon, il reste à la Commission exécutive un noyau décidé à sauver l'essentiel.

Aujourd'hui les dés sont jetés et le bureau confédéral aura, à Paris, une direction inconditionnelle. Trop peut-être, car la majorité, donnant sa mesure, avait inséré dans sa motion un paragraphe « gratiné », inacceptable même pour le bureau confédéral, et je ne suis pas sûr qu'avant peu celui-ci ne soit amené à regretter cette victoire à la Pyrrhus.

Dans un exposé contestable sur certains points, mais où il s'est révélé un secrétaire général, avec tout ce que ce mot suppose d'énergie, de souplesse et d'obstination, André Bergeron s'est élevé contre

l'utilisation à des fins électorales de ce qui reste de valable dans le mouvement syndical. Ignore-t-il donc ou a-t-il feint d'ignorer, pour les besoins d'une cause discutable (l'élimination de la minorité de la région parisienne) que parmi ceux qui se pressaient autour de lui pour faire triompher sa politique, nombreux sont ceux qui l'ont dépassé et qui courent les préaux d'école à la recherche de voix pour le deuxième tour des élections municipales. En réalité, le parti socialiste n'a pas renoncé à asservir Force Ouvrière. L'obstacle à cet asservissement, c'est le syndicalisme révolutionnaire. C'est la première partie de la Charte d'Amiens, et nous assistons aujourd'hui à un effort de ce parti pour réussir là où Jules Guesde lui-même avait échoué : écarter la Charte d'Amiens, éliminer le syndicalisme de lutte de classe.

La minorité s'est battue avec des moyens réduits. Elle a incontestablement échoué. J'avais, à la suite du Congrès confédéral, émis quelques suggestions. Elles ne sont restées que des suggestions. Mais il n'en est pas une de plus pressante à réaliser que la création d'un grand journal syndical. Un journal digne de ce nom. Un journal absolument différent de celui que les fédérations distribuent, car personne ne les achète. Un journal de classe, moderne dans son aspect, solide dans son écriture et intranquillisant dans ses principes.

Maurice JOYEUX.

AU COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE L'ÉTAT TEND SES FILETS

L'EXISTENCE du C.E.A. (Commissariat à l'Énergie Atomique), est très peu connue de l'ensemble de la population et, lorsque ses 20 000 salariés se mettent en grève à 70 %, comme cela est arrivé le 18 mars, le chroniqueur de « Combat » peut noter avec raison que cette action n'a qu'une influence minime sur l'économie de la collectivité.

D'autre part, l'opinion publique française ne paraît pas encore sensibilisée au danger de guerre atomique. Le syndicalisme de papa, toujours en retard d'une idée, a peur de s'engager à fond dans cette affaire, car « c'est de la politique ». On préfère celle de l'autruche... et continuer à servir d'intermédiaire loyal entre l'État, le patronat et les exploités (à moins qu'on ne guigne une place au futur Sénat économique), ce qui évidemment n'est pas de la politique.

Mais, de l'autre côté de la Manche, on bouge beaucoup, trop au goût de certains. Peut-être parce que les Britanniques disposent de la bombe H depuis plus de dix ans et qu'il nous n'avons pas encore atteint ce stade ; quelles que soient les causes profondes, l'expérience montre qu'ils envisagent cette arme terrible autrement que comme un hochet pour monarque.

Par conséquent, il existe là-bas, dans les syndicats et dans le parti travailliste même, une forte minorité favorable au désarmement atomique unilatéral et vous lirez dans ces pages comment le Comité des Cent et les militants anarchistes s'emploient à attirer l'attention sur des objectifs à la fois moins limités et plus réalistes. Or, tous savent que cette affaire n'est pas spécifiquement bri-

tannique et préparent des actions de portée internationale.

L'État français le sait aussi et, comme gouverner c'est prévoir, il vient de prendre les mesures qui lui permettront de maintenir son autorité au moins sur le personnel du C.E.A. Les principales qualités de celui-ci sont pourtant la léthargie et l'inconscience, qu'il partage avec de nombreux autres. Mais, tout de même, des militants commencent à poser des questions insidieuses et réclament le droit de regard des représentants du personnel dans l'établissement des programmes (1). L'administration répond crûment que « cela n'entre pas dans les attributions du personnel » et personne ne bouge. Mais l'idée est tout de même lancée. Elle peut fructifier et les artisans de la force de frappe s'en méfient. Ils ont appris aussi, depuis mars 1963, le peu de cas qu'on peut faire d'une réquisition même signée de Gaulle.

Ils préfèrent donc prendre long-temps à l'avance, à froid, des mesures considérées comme plus efficaces. En conséquence, le personnel du C.E.A. vient d'apprendre que, depuis le 24 février 1964, il est assujéti au « service de défense », par une directive signée de l'administrateur général M. Hirsch (qui fut préfet du Nord au moment de la grève des mineurs).

Le service de défense a été institué par l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant sur « l'organisation générale de la défense » qui stipule que sont assujétiés au « Service national » tous les citoyens de sexe masculin de 18 à 60 ans. Une loi du 21 juillet 1963 y ajoute que : « La réquisition peut s'appliquer au personnel féminin dans les mêmes con-

ditions et sous les mêmes pénalités que pour le personnel masculin. »

A partir de cela, on peut mobiliser les assujétiés à tout moment, même en temps de paix, par simple décret sans aucun préavis. Nous ajouterons, nous, que l'intention première est de pouvoir les mobiliser surtout en temps de paix (2).

Contre ces mesures collectives, la riposte ne peut être que collective. Il faut la préparer dès maintenant. Et, si nous pensons que la suppression des armes atomiques ne supprimera pas les causes de guerre et n'empêchera pas les guerres « classiques », il faut tout de même y voir un moyen d'attirer l'attention de la population. De même que si le traité de Moscou représente pour nous surtout une mascarade organisée par les chefs d'État pour distraire des vrais problèmes l'attention des hommes, nous ne devons pas oublier que si de Gaulle ne l'a pas signé il a ses raisons qui ne sont pas les nôtres.

Nous ne devons pas craindre de nous lancer dans les actions qui se préparent et faire notre possible pour les radicaliser. Nos camarades britanniques n'y perdent pas leur originalité d'anarchistes et nous saurons faire de même.

Claude ALPHA.

(1) M. Bertrand Goldschmidt, du C.E.A., a déclaré courant 63, devant le Conseil Economique et Social que 75 % des crédits affectés au C.E.A. étaient utilisés à des fins militaires et 50 % seulement à des fins pacifiques. Mis à part les 25 % ambivalets, 50 % de ces crédits sont donc purement et simplement des crédits militaires.

(2) Signalons en passant que de telles dispositions donnent des dimensions nouvelles au domaine d'application de l'objection de conscience.

LA GRÈVE DES MÉDECINS EN BELGIQUE

La Belgique vient de traverser une grave crise. Un de nos correspondants à Bruxelles nous fait parvenir les informations suivantes :

« Tout d'abord, il importe de savoir que l'actuel gouvernement est dirigé par une coalition du P.S.C. (Parti Social-Chrétien) et du P.S.B. (Parti Socialiste Belge). L'opposition est constituée par le Parti Communiste et les Libéraux (groupés au sein du P.L.P., Parti pour la Liberté et le Progrès). Ce parti hybride comprend des vieux libéraux, des catholiques déçus par la tendance syndicaliste du P.S.C. et des bourgeois fascistes avides « d'ordre » et de « calme ». Ce sont ces derniers qui, au sein du P.L.P., militent en faveur d'une grève générale DES SOINS en guise de protestation contre la loi du ministre socialiste Lefebvre.

« Que dit cette loi : les médecins seront conventionnés et disposeront de deux après-midi par semaine pour exercer librement (et au tarif qui leur plaira) leur profession. Pour éviter ce manque à gagner, les médecins belges décideront la grève. Une grève administrative aurait été suffisante pour faire « canner » le gouvernement, mais les fascistes du P.L.P. firent pression pour la grève des soins, sachant très bien et qu'ils pourraient en tirer parti en temps que facteur d'agitation sociale. C'est ce qui se passa. Les soins ne furent plus assurés que par les internes des hôpitaux, jeunes étudiants forcés de remplacer leurs « patrons » qui se la coulaient douce à l'étranger. »

Etant donné qu'aucun des partenaires ne s'est conduit d'une façon honnête — car ni les médecins entraînés par les éléments fascistes du P.L.P., ni le gouvernement réalisant, par le biais d'une étatisation de la médecine, « l'Union sacrée » des syndicats, n'ont eu une attitude compréhensive, une question se pose : A qui aura profité cette grève essentiellement réactionnaire ?

LE JOURNAL

D'UNE FEMME DE CHAMBRE

Par une incompréhensible erreur, la lettre suivante est parvenue au « Monde Libéral », au lieu du journal « Rivarol » auquel elle était destinée. Nous la reproduisons sans en changer une ligne...

Chers amis de « Rivarol »,

Je lis depuis longtemps votre journal et j'y trouve un grand réconfort. En effet, je suis un des gardiens du camp de Dachau, et, voyant toutes les misères que l'on fait à mes collègues d'Auschwitz, je commence à m'inquiéter. Heureusement que vous êtes là pour crier la vérité, pour dire que tout ce dont on nous accuse n'a jamais existé, mais a été inventé de toutes pièces par les Américains.

Je vous écris pour vous signaler un film immense qui passe en ce moment à Paris. Cette saleté s'appelle « Le Journal d'une femme de chambre ». C'est encore un anarchiste qui a fait ça, sûrement. Je croyais qu'on en avait fini avec ces saletés en Espagne et pendant la guerre, mais il faut croire qu'il y en a toujours. D'ailleurs, en réfléchissant, je me souviens de l'auteur de ce film, Luis Bunuel. C'est un de ces Espagnols, résidu de la guerre d'Espagne, affilié à la secte surréaliste. Je me souviens qu'en 1930, avec quelques amis de l'« Action Française », des Jeunes Patriotes et de la Ligue Antijuive, nous sommes allés faire un peu de chahut au Studio 28, où l'on jouait « L'Age d'Or » du même Bunuel. Nous avions un peu matraqué les spectateurs, lacéré l'écran et sali les horribles choses appelées « toiles surréalistes » qui ornaient le cinéma. Voici que trente quatre ans après, ce même Bunuel se mêle de ridiculiser nos derniers espoirs en une France française : l'Armée, l'Eglise, la loi, la morale. Mais voici les faits :

On nous présente un personnage de jardinier. On insiste bien pour nous montrer comme c'est un immense canaille : il aime faire souffrir les animaux, c'est un mouchard qui fait régner la terreur à l'office, et, pour finir, il viole une petite fille dans la forêt voisine. Dans le même temps, on nous montre que dans sa chambre il a écrit sur le mur « Vive l'Armée », au-dessus d'une affiche des Camelots du Roi. Il refuse de coucher avec la femme de chambre « avant que le prêtre y soit passé », car il respecte le saint sacrement du mariage et de la virginité. Enfin, il tient à l'office, avec le sacristain du village, les propos qui nous sont chers. Ce n'est pas sans une certaine nostalgie d'ailleurs que nous nous

retrouvons plongé dans une époque bénie, en l'entendant parler des « canailles en casquettes » (les ouvriers), des « sales mêtèques » et des « sales juifs », dicter des tracts patriotiques enflammés, se tailler un solide gourdin pour les manifestations.

Après nous avoir montré que cet homme est une canaille, on s'en prend à ses patrons, type même de la famille bourgeoise et vieille France. Aucun n'est épargné ! C'est bien simple, ils ont tous les vices ! Mme est frigide et se confie à M. le curé, qui s'en délecte. Elle envisage avec le saint homme les caresses à prodiguer à son mari pour calmer son désir, sans se donner elle, « sans y prendre aucun plaisir », naturellement. Et le curé d'en redemander, avec des détails. Madame sait également que Monsieur, à qui elle se refuse, engrosse régulièrement les domestiques qui se succèdent au château. « Je ne suis pas jalouse. Ce que je ne veux pas, c'est que ça me coûte de l'argent », lui dit cette épouse modèle. En même temps que les plaisirs de Monsieur, les femmes de chambre sont engagées pour servir ceux du père de Madame, cette dernière ne manquant pas d'avertir les malheureuses de ce qui les attend. Le sénile vieillard, très « noble cadecade » se livre donc à ses penchants secrets sous nos yeux, pierre de taille ajoutée à l'édifice de Bunuel visant à saper la morale traditionnelle bourgeoise en laquelle nous mettons tous nos espoirs.

L'auteur de ce film semble approuver la femme de chambre qui, pour mieux confondre le jardinier auteur du viol se prostitue à lui, puis fabrique de fausses preuves pour le faire arrêter. Il sera d'ailleurs reconnu innocent. Qu'on ne s'y trompe pas : il s'agit là d'une méchanceté contre la Justice française...

Devenu cafetier à l'enseigne de « l'Armée française », il regarde passer la manifestation fasciste en criant tant qu'il le peut : « Vive Chiappe ! Vive Chiappe ! » et le film se termine là-dessus. Ah, si seulement nous avions un Chiappe, de nos jours, de tels films connaîtraient le sort de « L'Age d'Or » !

Jean ROLLIN

ERRATA

Dans l'article « La peur de l'art » du dernier numéro du « J » :
— La citation d'Oscar Wilde est : « La Nature imite l'Art ».
— Dans le dernier paragraphe, 9 lignes avant la fin de l'article, il faut lire : « ... puisqu'il crée un monde de formes différent de ce qui était donné au départ ».

PEINTURE, QUE DE CRIMES...

Tandis que des héritiers prodiges soignent leur publicité en multipliant dons et legs à l'Etat, de jeunes artistes se bagarrent pour obtenir un atelier ou pour attirer sur leur condition l'attention des officiels.

On dirait que c'est devenu une mode. Chaque jour ou presque, les gazettes nous montrent une veuve généreuse au côté d'un Malraux satisfait. Pendant ce temps, on prépare les expulsions des cités qui donnent encore à Montparnasse des apparences de village. Bien sûr, il n'y aura plus qu'une espèce de caserne, cette grandiose « cité des arts » dont on nous rebat les oreilles depuis des années. Volez ! qu'y logera-t-on ? Sûrement pas les authentiques artistes que nous connaissons. Et pourtant si avantage il y avait, ils devraient bien être les premiers à en bénéficier. Mais n'y aura-t-il que des avantages ? Nous ne pensons pas que la solution réside dans le mirifique projet en question. Nous n'attendons rien de bon de l'entassement de créateurs dans une « Cité » (fut-elle « des Arts ») ! au règlement draconien. Nous aimons trop la liberté — et beaucoup d'artistes partagent cet amour avec nous — pour consentir à nous laisser enrégimenter d'une fois de plus. Les artistes créeront d'eux-mêmes leur cité s'ils en éprouvent le besoin. Il ne faut pas la leur imposer.

Les dons et legs des héritiers prodiges ne donnent pas seulement lieu à d'innombrables exhibitions photographiques, souvent du genre aussi accompagnées d'expositions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ajoutent rien au prestige du défunt. Souvent ce ne sont que râclures d'atelier, croquis, brouillons, ébauches informes. Les « affaires culturelles » gâchent une fortune en catalogues aussi luxueux qu'inutiles. Il est vrai qu'elles se rattrapent sur le prix de vente, hors de portée du public populaire. Que nous voilà loin de certaines réalisations telles que, par exemple, celles du centre culturel américain (magnifiques catalogues gratuits). Ce n'est pas en faisant payer fort cher : 1° l'entrée ; 2° le catalogue que l'on attirera des « clients » dans les musées. D'ailleurs, il faut sortir l'art des musées, ou plus exactement (et ce sera plus facile) il faut ouvrir les musées. Les musées de l'Etat sont à tout le monde. Il faut que tout le monde puisse en profiter. Ce n'est pas de la démagogie que nous faisons, mais une simple proposition réalisable dans l'immédiat. Si le public populaire

hésite encore à franchir le seuil des galeries privées, pourtant marquées « entrée libre », il ne faut plus qu'il hésite à pénétrer dans les musées. Pour cela, il faut lui en faciliter l'accès : d'abord par l'aménagement des horaires (celui de travail des visiteurs, d'une part, celui d'ouverture des musées, d'autre part), ensuite par la gratuité (ou, provisoirement, par la perception d'un droit minime) ; enfin par l'éducation (je n'aime pas l'expression « éducation permanente » c'est pourtant, je crois, celle qui convient). Donner le goût du beau, c'est donner le goût de vivre, c'est aider à vivre. La civilisation industrielle a détérioré notre vision, elle a accoutumé nos yeux à l'horreur quotidienne : horreur des ateliers et des bureaux sales, gris, fumeux, horreur des horizons urbains, rues étroites, murs lépreux, façades noires, elle nous donne en pâture ses mauvaises affiches et ses calendriers des Postes. Le travailleur, que lui met-on sous l'œil ? Le journal noir sur blanc, laid, le roman-photos avec des gueules de figurants comme il en voit tous les jours, la télévision, peut-être... Quelle beauté dans tout cela ? Pas la moindre. Et l'homme, ainsi abruti, en a-t-il seulement encore soif ? Son instinct s'est émoussé. Il ne sait plus ce qui est beau, il est devenu étranger à la beauté. Même le strip-tease le laisse indifférent. Alors ?..

Les statues de Maillol sur les pelouses des Tuileries... Enfin une heureuse idée ! Que n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? Il faut ouvrir les musées. Quand l'homme aura recouvré le sens du beau, il suivra naturellement des chemins trop longtemps négligés. Il faut rendre au travailleur le chemin du musée aussi familier que celui du bistrot ou que celui du cinéma. Encore faut-il que ce musée soit bien tenu. Nous ne voulons plus de ces manifestations bâtarzes baptisées rétrospectives ou hommages qui cachent mal une préparation flagrante et une légèreté impardonnable. Quand on est responsable d'un musée, on n'a pas le droit de se moquer du public. Le musée doit être un temple de la beauté, pas un laboratoire ni un débarras. Depuis quelque temps, hélas ! le Musée d'Art moderne et même le Louvre sont devenus, à l'occasion d'expositions temporaires, de véritables entrepôts de bric-à-brac. Il faut en finir. Il y a suffisamment de belles choses à donner à voir sans se précipiter sur de douteuses acquisitions récentes, même offertes par la plus généreuse des veuves.

Jean-Louis GERARD.

NOTE DE LECTURE

« Les jardiniers du bitume » (1)

C'est un roman, c'est peut-être un poème. Riffard n'a pu en faire une chanson. C'est l'histoire simple, étonnante, naïve et triste d'un prolo qui rêve d'air pur, de fleurs et d'oiseaux. Poète en butte à la traquée réalité quotidienne, Alexis rêve, il rêve d'une baraque où « il invitera Marco, Marco avec sa guitare ». Il s'épuise au travail dans l'espoir d'acheter un bout de terrain et de cultiver son jardin, un vrai. Seul, il ne pourrait réaliser son désir, mais Durand, Durand qui semblait prêt à l'aider, Durand a perdu son gosse qu'il évoque sans cesse... et est de plus en plus souvent au comptoir de chez Mamert. Le reste, il s'en fout...

Alors, Alexis reprendra le turbin, il consommera de l'œil les affiches Dubonnet des tunnels du métro ; pourtant, « au vrai, il a l'air d'un qui dresse un plan de rechange et qui galope dans le matin. Et qui galope après son rêve ».

Le livre sur Armand, dû à P.V. Berthier, Izigro, Guyot et Lauron, vient de paraître et est en vente à notre librairie.

Le manque de place nous oblige à reporter au mois prochain une critique en rapport avec l'importance de cet ouvrage.

ERRATUM

Au mois de mars, une erreur dans le titre de l'article de notre ami Fayolle a été faite. Il fallait lire :

FEDERALISME, AUTONOMIE, DECISION
Nous nous en excusons près de nos lecteurs.

LA LYRE ET LATOUR POINTUE OU QUAND LA POÉSIE DOIT

« MANGER LE MORCEAU »

Tout individu, qu'il soit voleur, assassin, escroc, malade mental ou sexuel, adversaire d'idées ou tout simplement innocent comme cela vient d'arriver dernièrement, lorsqu'il est pris par la police doit, par tous les moyens et plus souvent de force que de gré perdre sa dignité, abattre sa personnalité. Et tout un système est mis en branle pour fouiller sa vie privée et inventorier sa pensée, mettre à nu ce qui en un mot fait l'être humain et doit lui rester personnel : enquête, perquisition, surveillance, interrogatoires longs et brutaux et quelquefois torture pure et simple.

On connaît les tenants de l'affaire de Boulogne qui a si bien nourri les colonnes des journaux et il n'est ni de mon propos ni de mon goût de le rappeler ici sinon pour relever un élément de l'enquête. On peut lire, en effet, que des spécialistes de la préfecture ont analysé des œuvres poétiques du Docteur Jarty, écrites ou éditées en 1905-1920 et 1933 pour, dit Guy Teissière, dans l'« Aurore » de « déceler l'origine de la passion criminelle que les enquêteurs prêtent au médecin ».

Outre que la police a toujours peur dans ce genre d'affaires (ce qui est souvent justifié, d'ailleurs) de se montrer ridicule et s'empresse, aidée par les journalistes, de faire connaître au public des conclusions hâtives et hasardeuses comme c'est peut-être le cas ici, il est assez scandaleux que l'on s'en prenne à l'œuvre artistique ou poétique d'un

homme pour essayer de prouver par-delà sa mort qu'il est bien l'auteur des faits qu'on lui implique.

Depuis Bertillon, la police est scientifique. Plus les connaissances et les techniques évoluent plus la dignité humaine s'affaiblit. Ou va l'esprit humain si des travaux qui, comme ceux de Freud ou d'autres, ont si bien fait avancer sa connaissance, servent maintenant à quelques files pour l'aneantir ? Ou va cette civilisation, déjà peu reluisante, si on en arrive là ?

Aurélien DAUGUET.

RADIO

Ce statut de la R.T.F. dont on nous rebat les oreilles depuis des années ou peut-être voir le jour en mai. On ne sait pas encore grand-chose de son contenu si ce n'est qu'il comportera une importante réforme : le sigle R.T.F. sera précédé de la lettre O. O ne signifie pas sera comme on serait tenté de le croire mais Office. On se demande comment des maîtres qui se croient intelligents, employant une grande quantité de larbins, n'avaient pas encore songé à les cantonner à l'Office. L'Office risque fort d'être religieux, sinon divin, puisque le général Malraux révérait d'en faire président le Conseil d'Administration (16 membres) par le R.P. François Mauriac. Les noms de Pierre Descazes et de Wladimir Ormesson (1) sont aussi chuchotés dans les milieux autorisés.

Le statut élaboré par le ministère de la Propagande comporterait sept articles principaux. Examiné par le Conseil constitutionnel, l'ordre de l'avenue Friedland sera finalement soumis au Parlement (sa promesse, lecture en commissions, amendements, navette avec le Sénat, etc.

On se demande ce que l'auditeur tirera de cette nouvelle réglementation. Au point où en est la radio, on peut attendre à tout. A tout, sauf sans doute à ce que l'Etat renonce à pomper une importante proportion des redevances comme c'est actuellement le cas.

J.-F. STAS.

Claude KOTTELANE.

S...
ceuil des
marquées
lus qu'il
musées,
faciliter
vement
des visi-
ouverture
uite par
ent, par
nime);
me pas
perma-
is, celle
out du
e vivre,
ion in-
vision,
horreur
diers et
ix, hor-
rues,
noires,
s mau-
s met-
on sur
s avec
me il
évision,
out
omme
lement
s'est
qui est
à la
laisse
ur les
ne un
on pas
rit les
recou-
natu-
long-
ou tra-
aussi
ou que
il que
ous ne
tations
ves ou
de im-
gère
on est
pas
lic. Le
de la
mi un
temps,
ne et
à l'oc-
es, de
rac. Il
t de
dans
acquis
es par
RD.
par
auteur
scien-
et les
lignité
esprit
omme
nt si
sance,
files
civil-
si on
ET.
ous
es va
ne sait
enu si
rante
de zéro
mais
t des
nrbins,
onner
reli-
Mal-
conseil
et F.F.
Des-
ont
prisés,
de la
ticles
consal-
and (ca
ende-
tirera
point
dre à
tante
c'est
S.



HENRI MONIER

NOTRE CAMARADE

Cinq ans déjà ! Pour accompagner Henri Monier au petit cimetière d'Ivry, tous ceux qui depuis trente ans luttent pour la défense de la condition humaine, s'étaient donnés rendez-vous. Le dessin, la poésie, le pamphlet se mêlaient à l'avant-garde révolutionnaire, aux amis du « Canard enchaîné » et de notre « Monde libertaire », aux lecteurs de ce qui restent de la presse sans baillons d'aucune sorte. Un rayon de soleil qui vint percer la pluie fine qui tombait depuis l'aube fut le dernier salut d'un monde qu'Henri avait honoré. C'est Breffort, je crois qui nous fit remarquer que la lumière comme il se doit, prenait en charge l'âme de l'artiste.

Henri Monier était entré au « Canard enchaîné » en 1919 — il avait dix-huit ans —. Plus tard, il devait donner des dessins à « L'Œuvre », à « Franc-Tireur », à « Libération ». Steinler, Gassier, Henri Jeanson, Jules Rivet, d'autres encore qui furent ses anciens dans la satire et le pamphlet, guideront ses premiers pas. Mais son art du dessin humoristique et de la caricature politique venait de lui-même, de sa nature à la fois tendre et révoltée et cet art bien particulier, il l'avait porté à la perfection.

Qui d'entre nous a pu oublier ses petits tableaux champêtres où autour d'un clocher, des maisons biscornues s'entassaient sous l'œil réprobateur des pensionnaires de l'étable et de la basse-cour. Qui d'entre nous a pu oublier les légendes féroces au-dessous de paysages à la Walt Disney, et ces personnages de la Comédie humaine, la bonne sœur, le curé, le général, l'académicien, le capitaliste dessinés d'un trait sûr

resteront des modèles de la caricature poétique. Seul peut-être avec Jean Eiffel, il eut le don de sortir ses fêtes de Turcs du cadre conventionnel pour les installer dans la nature.

Lorsque parut notre « Monde libertaire », Henri Monier devait nous donner de nombreux dessins. Henri Monier était un ANAR et ne s'en cachait pas. Je revis encore sa silhouette pittoresque se détacher de la foule qui se pressait aux réunions du Club des Amis du Canard qu'il aimait avec brio. Je le vois dans nos fêtes et nos manifestations qu'il dominait de la tête et du verbe. Mais surtout Henri était un copain au cœur généreux, passionné de vérité et de justice, toujours prêt à rompre une lance pour une cause noble. Il y avait en lui quelque chose du personnage de Cervantès. Un Don Quichotte grimé sur ses crayons fonçant contre les porcifs, la bêtise, la violence. Sa plume était aussi agile que son crayon et dans son livre paru chez Pierre Horay « A bâtons rompus », nous le retrouvons tel qu'il fut.

Oui, déjà cinq ans ! Il semble que c'était hier. Que nous allons le voir paraître parmi nous... pour boire un pot, crier une vérité, s'attendrir sur une injustice. Et lorsque nous ouvrons le « Canard » qui fut son journal, notre cœur se serre. Henri Monier n'est plus parmi nous et seuls ses dessins que nous retrouvons dans nos collections de journaux jaunis parlent aujourd'hui pour lui. Ils parlent bien et nous rappellent le grand artiste et l'ami incomparable qu'il fut.

Maurice JOYEUX.

Gala annuel du groupe

libertaire Louise MICHEL

avec BRASSENS A L'EUROPÉEN

Le gala traditionnel de notre groupe Louise-Michel avait « pour des circonstances indépendantes de notre volonté » été décalé de trois semaines. Son succès n'en fut pas moins considérable, sans précédent. Dès 19 h 30 la foule se pressait aux portes de la salle de la place Clichy, une des plus coquettes et des plus confortables de Paris. Elle s'avère rapidement trop petite. Des centaines et des centaines de spectateurs impatients ne pourront entrer bien que l'impossible fut fait pour « bourrer la salle » et donner satisfaction à nos amis.

Pour entourer notre camarade Brassens dont c'était la rentrée à Paris, après de longs mois d'absence, Suzy avait constitué un plateau magnifique présenté par notre ami Léo Noël, où des vedettes consacrées : Maurice Bacri, Bernard Lavalette, Frida Boccara encadraient des jeunes qui comme Serge Lama, Marie-Thérèse Orain, Les Poëmiens seront les vedettes de demain et qui firent tressaillir la salle d'applaudissements. Programme extrêmement bien équilibré, diversifié de façon à éviter la lassitude qu'engendre trop souvent le défilé d'artistes du même genre. Au son de l'accordéon du jeune chanteur Richard Pérez et de l'ensemble Charles Philippe précédés par des disques de chants et musique révolutionnaires, le gala commença brillamment.

Après l'entracte Georges Brassens amainé, mais en pleine forme, déclama une véritable ovation lorsqu'il arriva sur la scène avec son bassiste Nicolas.

Il chanta ses nouvelles chansons, puis ses succès consacrés qui lui furent réclamés à grand coup de bravos et de bis.

Citons ce que dit dans un article dédié à Brassens, au sujet de ce gala, un de nos confrères :

« Alors, des cris, des acclamations partaient de la salle « Le Gorille », « La mauvaie réputation », « La Marguerite » et tant d'autres... »

Puis Brassens chanta « La Jeanne », dédiée à la femme chez laquelle il trouva refuge dans ses années de bohème. Et des larmes perlaient à ses yeux tandis que

la salle émue, écoutait dans un silence recueilli...

Pour beaucoup ce récital bénévolement donné pour ses camarades par ce grand de la chanson française « A chaud » le Cœur à la Manière d'un Grand Soleil » parce qu'au-delà de l'artiste était apparu l'ami.

D'ailleurs, le public ne s'y est pas trompé, les journalistes non plus qui étaient nombreux et c'est ce qui explique que notre gala ait eu des échos en province même dans les colonnes des grands quotidiens, dans « La Montagne » en particulier, Mervil Georges, merci encore. Notre camarade Maurice Joyeux très brièvement situa le mouvement anarchiste dans le contexte économique actuel après nous avoir dit « Ce que n'était pas l'anarchie ».

Mais pour quiconque s'aventurait pour la première fois parmi nous, la rive vers l'Européen, la salle vibrante et enthousiaste n'étaient pas les moindres attractions.

Dans ce public de qualité, la jeunesse prédominait — les jeunes du groupe afférents, canalisaient la foule, vendant le journal, les programmes, assurant les services multiples que l'organisation d'une telle soirée nécessite.

Certes nous regrettons infiniment que de multiples amis n'aient pu trouver de places. Nous nous en excusons auprès d'eux. Nous leur demandons de comprendre qu'il n'est pas toujours facile de choisir une date qui convienne à des artistes extrêmement pris et que lorsque cette date qui convient aux artistes est fixée il est souvent difficile de trouver une salle libre...

Les militants du Groupe Louise-Michel regrettent sincèrement de n'avoir pu contenter tous les spectateurs et vœillent à ce que cela ne se renouvelle pas.

Nous pouvons dire que ce gala magnifique a démontré de plus le caractère vivant du mouvement anarchiste et du Groupe Louise-Michel, leur jeunesse et leur maturité... A l'année prochaine.

Serge SORGES.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



L'ALGERIE QUI SE CHERCHE

par Daniel Guérin

édité

par le Centre d'Etudes socialistes

Notre ami Daniel Guérin qui, l'année dernière, a passé un mois en Algérie publie un ouvrage qui contient la somme des réflexions que lui inspirent les transformations profondes qui se produisent dans une économie vidée de son contenu par le départ d'Européens qui n'étaient pas tous des parasites.

On peut regretter les séquences de nationalisme, de traditionalisme, qui ont fait escaquer à ce qu'il conviendrait peut-être d'appeler la révolution algérienne. Mais, aujourd'hui, le problème qui se pose est un problème pratique qu'il nous faut comprendre et le livre de Guérin va nous aider à comprendre. Il le fait avec une admirable objectivité et s'il ne nous cache rien des luttes de clans qui risquent de mettre en danger l'acquis, s'il dénonce le caractère traditionnel des administrations, de l'armée, d'une bourgeoisie qui voudrait bien se reconstituer, en un mot s'il nous décrit les parties sombres du tableau en nous faisant toucher du doigt les causes: en revanche, il nous explique l'effort collectif entrepris par les paysans qui gèrent les « Fermes collectives » et alors le livre devient passionnant. Nous assistons, sous sa plume, au développement d'un socialisme d'instinct, d'un socialisme révolutionnaire, d'un socialisme de « contact », d'un socialisme fédératif.

Mais la partie de son livre consacrée à l'autogestion industrielle n'est pas moins passionnante. On voit les travailleurs se heurter à la mauvaise volonté de l'administration, triompher, grâce à l'assimilation rapide et instinctive qu'on fait des prolétaires, des rapports de force qui se posent entre les rouages de l'Etat et les collectivités gestionnaires. Et, comme lui, nous ne pouvons que suivre avec intérêt cette expérience d'un socia-

lisme authentique, qui représente l'espoir et pas seulement pour le peuple algérien.

Lorsque Daniel Guérin nous parle de l'opposition, du président Ben Bella ou de l'Islam, on peut faire des réserves sur son jugement qui, de toute façon, demeure lucide et, par conséquence, critique. Mais le problème n'est pas là, le caractère qu'a pris à l'origine la révolte algérienne ne pourrait donner des fruits sans tâches. En réalité, on aurait pu croire, au début, que le gouvernement Ben Bella acculé serait, comme les gouvernements de ce genre, séduit par la force et conduit à des concessions vers les « néo-féodaux » du parti, de l'armée et de la bourgeoisie autochtone. Il y a bien eu un peu de cela, mais, si on en croit Guérin, les deux expériences, l'autogestion industrielle et les « Fermes collectives », ont pu déboucher de l'impasse.

Le temps nous dira ce que les gouvernements de l'Algérie feront de cette tentative de socialisme gestionnaire. En tout cas, pour suivre de près les événements qui se déroulent là-bas et, en particulier, le Congrès du F.L.N., le livre de Daniel Guérin est indispensable.

LE MAIRE DU PALAIS

de Maurice Lime

(Nouvelle Edition Debrése)

Le nouveau livre de Maurice Lime s'inscrit dans cette suite de tableaux qu'il a entrepris de nous brosser et dont les réussites les plus achevées restent « Les belles journées » et « Métro, place des Fêtes ». Au centre de l'histoire, que nous conte, cette fois, l'auteur, il y a d'abord l'usine. Une usine qui lui colle à la peau, dans laquelle il a, autrefois, installé les travailleurs en lutte, mais aussi les travailleurs aux épaules couchées. Une usine qu'il contemple aujourd'hui à travers les vitres des bureaux de direction, une usine qui sert de

fond aux haines, aux amours, aux ambitions des « blouses blanches », cette faune encore pratiquement inconnue dans ses réactions de classes, une classe récente encore fort imprécise.

Maurice Lime pose le problème comme il faut le poser, sans vaine précaution envers les idées acquises, qu'elles soient des idées héritées de la morale bourgeoise ou de la phraséologie ouvriériste. Ses femmes, secrétaires des directions essentielles, sont putains, juste ce qu'il faut pour assurer leur avenir, ce qui ne les empêche pas de donner dans le romantisme et même dans le mélo. Elles ne sont pas très différentes, somme toute, des demi-vierges de Marcel Prévot et, seul, le cadre où elles font évoluer leur rêve a changé. Ces hommes, eux, sont plus complexes, bourrés d'idées reçues de toutes parts, ils essaient, sans grand succès d'ailleurs, d'échapper à la fois à la condition servile du salariat et au conformisme bourgeois du patron de droit divin. Entre ces femmes et ces hommes, qui sont le produit de l'industrialisation actuelle, l'auteur fait évoluer quelques-uns de ses personnages pour lesquels il possède une tendresse particulière et qu'il côtoie de sa philosophie particulière. Ce sont les vieux ouvriers, les délégués, les petits cadres, mais, il faut bien en convenir, ils paraissent appartenir à un monde révolu et cela sont que l'auteur désire nous les présenter comme tels.

Comme toujours, l'histoire qui sert de prétexte à Maurice Lime est lestement trébuchée et le livre bien construit se lit d'un trait, mais, je le répète, ce qui marque cette œuvre et lui confère une place à part c'est d'abord sa lucidité envers ce qui fut une caste et qui tend à devenir une classe, les technocrates.

OBTICON SUIVIT DE CLASSIQUES TRANSIS

par Roland Bacri

(Julliard Editeur)

Le « petit poète » du « Canard Enchaîné », notre ami Roland Bacri, nous confie ses réflexions par l'intermédiaire de la collection « Refus d'obtempérer » que publie les éditions Julliard. Il est difficile de résu-

mer toutes ces pièces en vers libres et en proses légères, mais l'avertissement que l'auteur a placé à la tête de son bouquin vous met tout de suite dans le vent. Bacri, qui se plonge dans la plus haute des philosophies, n'hésite pas à conduire Opticon, son héros, parmi les artistes au génie créateur. Voilà ce que ça donne :

« Opticon tâcha de faire du tachisme, se mit à quatre pattes sur une toile, détonna à pleins tubes, fit des sanguines en projetant des oranges bien mûres sur son chevalet, fit rouler des belles filles nues dans une débauche de couleurs et de papiers, exécuta une « Passion » qu'il signa d'une croix dans l'espoir d'un scandale, en vain ! »

Vous avez compris que vous ne vous ennuierez pas. Alors, courez chercher ce bouquin à notre librairie avant que les services de la préfecture aient procédé à l'enlèvement du « corps du délit ».

COLLECTIONS POPULAIRES

(Livre de poche, Idée, Marabout, etc.)

AURELIEN d'Aragon (L.P.). On ne parle ici de ce roman apprécié qui veut nous décrire un certain monde désaxé par la Première Guerre mondiale, que pour souligner l'effroyable gâchis que le marxisme militant introduit dans la littérature. La conclusion au lendemain de sa seconde grande guerre aurait pu à Pierre Decourcelle.

PIERROT, MON AMI de Raymond Queneau (L.P.). Un petit chef-d'œuvre d'humour de Queneau première manière, la vie du petit peuple de Paris y est observée avec une finesse inégalée.

LA CHARTREUSE DE PARME de Stendhal (L.P.). Ce chef-d'œuvre de notre littérature pose au lecteur tous les problèmes du romantisme. En relisant les aventures de Fabrice del Dongo et de la Sanseverina à travers l'Italie des roitelets, on est emporté par un souffle puissant qui balait la littérature de notaire.

LES VACANCES D'HERCULE POIROT par Agatha Christie. Pour qui aime la littérature policière basée sur la solution d'un problème à l'aide d'indices impossibles, ce roman est une manière de réussite.

LA PERISIAIE, LA MOUETTE de Tchekhov (L.P.). Ces deux courtes comédies de Tchekhov sont particulièrement significatives de la manière de l'écrivain. Tchekhov peut le ridicule d'une société, mais son rire grinçant qui s'apparente à celui de Molière tourne ses farces en tragédies.

HERNANDO CORTES par Salvador de Madariaga (L.P.). L'écrivain espagnol essaie dans cette biographie de reconstituer le conquérant du Mexique sous un éclairage plus humain que celui que l'histoire jusqu'aujourd'hui nous avait donné. C'est une tentative plus intéressante que convaincante.

Il peut apparaître inutile de connaître l'histoire de la 1^{re} Internationale, mais jamais nous ne devons oublier qu'elle appartient autant au mouvement anarchiste qu'au mouvement socialiste. Toute son histoire fut celle de la lutte entre deux grandes fractions : d'une part l'aile centraliste et autoritaire, de l'autre l'aile fédéraliste et anti-autoritaire. Mais dans tout ceci, le plus important est la façon dont Marx et ses « suivants » menèrent cette lutte. A la lumière de ces faits, nous nous rendrons compte combien la légende du saint apôtre Marx est fautive et combien il était exclusif, ombrageux et surtout orgueilleux et autoritaire. Tous ces caractères transparaissent d'ailleurs dans son œuvre, œuvre qu'il n'accepta jamais de discuter, surtout avec un opposant tel que Bakounine.

Cette Internationale fut fondée le 28 septembre 1864, au Saint Martin Hall à Londres, d'après l'idée des délégués français, et on lui donna le nom d'Association Internationale des Travailleurs. Ces délégués étaient emmenés par Tolain, qui fut un fervent proudhonien ; en ce sens nous pourrions réclamer la paternité de cette Internationale, puisque Michel Bakounine (et avec lui l'anarchisme) fut l'héritier spirituel de Proudhon.

I) CRISE AVANT LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

L'auteur du « Catechisme Révolutionnaire » adhéra d'ailleurs à l'Internationale en 1868 comme membre individuel. Logiquement, il demanda l'admission de l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste, mais Marx se « fit tirer l'oreille » pour accepter. En effet, il craignait que cette arrivée ruine tous les efforts qu'il avait faits pour amener à ses conceptions tous ceux qui l'entouraient. Bakounine veut faire de cette Internationale le point de départ de la révolution. Mais, s'il veut y arriver, il doit d'abord lutter contre les réactionnaires marxistes, qui, à cette époque, veulent former une bureaucratie savante (prémices du parti bolchévique organe de domination) au sein de l'Internationale.

L'Association Internationale ne pourra devenir un instrument d'émancipation pour l'humanité, que lorsqu'elle sera d'abord émancipée elle-même et elle ne le sera que lorsque, cessant d'être divisée en deux groupes : la majorité des instruments aveugles et la minorité des machinistes savants, elle aura fait pénétrer dans la conscience réfléchie de chacun de ses membres la science, la philosophie et la politique du socialisme » (organisation de l'Internationale M.B.).

Le principal point de friction entre les bakounistes et les marxistes est le suivant : les premiers réclament la lutte des classes intégrale, les autres sont prêts à faire des concessions. Ainsi, certains marxistes, pour être élus, allèrent même jusqu'à rayer de leur programme l'abolition de la propriété et du droit d'héritage. Michel Bakounine et les siens refusent à juste titre : toute action politique sur le plan parlementaire et toute coopération avec la bourgeoisie, fut-elle provisoire. Leurs deux conceptions vont s'affronter pour la première fois au Congrès de Bâle, en 1869 ; naturellement Marx est absent, mais il a donné à ses supports la consigne d'écarter Bakounine. Marx ne veut pas que sur la proposition de Bakounine soit incorporée dans le programme de l'Internationale la suppression du droit d'héritage. Bakounine n'obtient pas la majorité absolue nécessaire, mais les votes révèlent une ardente opposition aux marxistes dont l'un a dit à la fin de ce congrès : « Marx ne sera pas content ».

A la suite de ce congrès un des fidèles de Marx, Outine, est chargé de recueillir des informations sur Bakounine, sans besoin, à laquelle il s'adonne avec beaucoup de zèle. Bakounine, lui, veut ménager Marx pour l'instant, mais il écrit à Herzen, son fidèle ami :

« Cependant, il pourrait arriver, et même dans un bref délai, que j'engage une lutte

avec lui, non pas pour l'offense personnelle, bien entendu, mais pour une question de principe, à propos du communisme d'Etat dont lui-même et les partis anglais et allemands qu'il dirige sont les chaleureux partisans. »

Nous n'avons pas besoin de dire que jamais cette discussion n'aura lieu et que Marx n'attaquera jamais de front.

II) CRISE DURANT LA GUERRE PUIS LA COMMUNE

Dès cette date, la lutte se complique. En effet, la guerre menace entre Napoléon III et Bismarck, il fallait savoir quelle attitude l'on devait prendre vis-à-vis des nations : les prolétariats devaient-ils se désolidariser de toute participation à une guerre nationale ?

« Marx émit la dérisoire idée qu'une victoire de la Prusse serait profitable au prolétariat. C'est donc contre sa volonté que les députés sociaux-démocrates s'abstiendront lors du vote des crédits de guerre. Ce saint apôtre avait complètement oublié que c'est le prolétariat qui combat et cette guerre à tous les aspects d'une guerre entre membres d'une même « famille ». De plus, lui si « clairvoyant » d'habitude, n'avait pas vu que cette guerre était impérialiste. Bakounine lui, avait vu clair. Il ne fit aucune différence entre la France de Napoléon III et l'Allemagne de Bismarck.

L'unité allemande, sous l'hégémonie de la Prusse n'est pas pour lui un progrès, mais une menace pour le monde entier. Sur ce problème, il dit d'ailleurs dans « le catechisme révolutionnaire » : « Il faut que, dans son cœur, le patriotisme, prenne désormais une place secondaire, cède le pas à l'amour de la justice et de la liberté, et qu'au besoin lorsque sa patrie aurait le malheur de s'en séparer, il n'hésite jamais à prendre leur parti contre elle. » Les événements, une fois de plus, donnèrent raison à Bakounine. Marx lui-même dut le reconnaître et il se désolidarisa de la Prusse après Sedan. Pour Bakounine, la guerre nationale ne peut avoir qu'une seule utilité, c'est que de guerre nationale elle devienne internationale et révolutionnaire. Là encore, il fut un précurseur, mais quand ceci en 1917 pourra être réalisé, la Révolution sera trahie. Puis, va se produire un fait qui déformera la pensée des masses sur l'anarchisme ; la Commune de Paris vient d'éclater. Bien que Bakounine n'ait pas participé à ce mouvement, la Commune est fille de son esprit. Les membres les plus actifs du Comité Central de la garde nationale sont des bakounistes : certains républicains jacobins allèrent même jusqu'à accepter les idées de Bakounine. Quant aux conceptions de Marx elles ont fort peu d'adeptes à Paris, d'ail-

MARX, BAKOUNINE, et la première internationale

leurs le programme fédéraliste des Communistes est en opposition directe avec le centralisme marxiste. Sur la fin de sa vie seulement, il commença à se réclamer de cette conception de la société future. « C'est la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail devait être réalisée ».

Donc la théorie marxiste de la société future est fortement influencée par la théorie bakouniste. Il est bien sûr aussi que la période de transition est une invention de son cerveau. Puis ensuite, certains osent dire qu'au fond nous pronons la même chose qu'eux. Nous disons non, eux ont dépouillé toute la société future et son mode d'installation des idées qui pouvaient la rendre réalisable.

« Lorsque au nom de la révolution, on veut faire de l'Etat ne fût-ce que de l'Etat provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté. » (M. B. Empire Knouto-germanique).

III) LE CONGRES DE LA HAYE ET LA FIN DE L'INTERNATIONALE

Après la polémique anti-Marx de Bakounine dans l'Empire Knouto-germanique, va vraiment éclater la lutte, ce sera d'ailleurs sa phase décisive et finale. Marx craint de plus en plus que la direction de l'Internationale ne lui échappe. Le nombre des fédérations rattachées à l'anarchisme croît continuellement. Il a peur de l'influence de Bakounine sur l'Internationale et plutôt que de la voir devenir anarchiste, il préfère sa ruine. Ainsi en 1871, il réunit une conférence à laquelle ne sont pas convoqués les bakounistes, il fait voter une résolution dirigée contre eux : l'émancipation du prolétariat ne peut se faire que par la prise du pouvoir. Il refuse que soient admises dans l'Internationale les organisations des réfugiés français à Londres (bakounistes ou blanquistes). Maintenant, les deux tendances sont nettement dessinées : d'un côté le centralisme, le parti politique qui se sert de tous les moyens légaux, la conquête de l'Etat et sa lente transformation, de l'autre côté le fédéralisme, le syndicat qui se moque de la légalité, l'action directe et l'abolition immédiate de l'Etat. Bakounine peut, dans cette lutte, apparaître impartial : en effet, il rend justice aux mérites de Marx mais écrit aussi : « Il n'a jamais trahi sciemment, mais il compromet sans cesse aujourd'hui cette cause par son caractère haineux, malveillant et par ses tendances à la dictature au sein même du parti des révolutionnaires socialistes. »

Marx lui se contente de lutter avec des arguments juridiques.

Enfin, le Conseil Général convoque un congrès qui doit se tenir en septembre 1872 à La Haye : première manœuvre puisque les Italiens (force vive du mouvement anarchiste) ne peuvent s'y rendre.

Premier résultat, les marxistes sont en majorité, ce qui ne représente pas réellement l'Internationale. Ils décident d'accroître le pouvoir du Conseil Général (suspension des fédérations, par exemple) qui immédiatement veut transférer son siège à New York. En effet, Marx craint que la direction du Conseil Général lui échappe et il préfère le voir fixé en Amérique, ce qui est un sabotage, pourvu qu'il reste dans les mains de partisans.

IV) CONCLUSION. QUE PENSER DE MARX AUJOURD'HUI ?

Tous maintenant devraient être d'accord pour reconnaître que Marx fut le moteur de cette dislocation et que réellement il n'était pas celui que souvent l'on présente. Franz Mehring écrit encore plus lucidement :

« Il était inexcusable que l'on ait voulu faire perdre à Bakounine son renom d'honnête dans des questions du mien et du tien et la faute en fut à Marx. »

Citons enfin ce passage d'Otto Rühle dans la bibliographie de Marx : « Qu'il se servit pour triompher objectivement de moyens aussi honteux que de souiller l'adversaire, c'est un geste déshonorant qui ne saillit pas Bakounine et qui avilit au contraire son auteur. On voit bien là le trait fatal d'un caractère : ni les questions politiques, ni le mouvement ouvrier, ni l'intérêt de la révolution, rien ne passe jamais pour Marx qu'après le souci de sa propre personne ».

Le plus ridicule était d'ailleurs que ces pseudo anti-bourgeois se soient servis de critères bourgeois pour juger Bakounine. Il y a un enseignement à tirer de tout ceci. Jamais les marxistes n'ont rétabli le vrai visage de leur chef de file, il ne l'ont d'ailleurs pas plus fait pour Lénine, Staline, qui fut semblable à ses deux illustres prédécesseurs, fut entraîné dans la boue. A quand la condamnation de Lénine et de Marx, à quand la fin vraie du culte de la personnalité !

D'ailleurs, ces faits sont bien une image de la lutte, telle qu'elle est vue par les marxistes, leur principale arme est bien encore la référence aux codes bourgeois, la lutte sournoise et policière et l'avilissement de leurs ennemis. Si eux ne veulent pas rétablir la réalité, nous, nous la débâtons et montrons aux ouvriers de quel côté est la vraie Révolution Sociale...

GROUPE JEAN-GRAVE.

Classiques de l'anarchisme : LA LIBERTÉ

« ... Le principe d'autorité, voilà le mal. Le principe de liberté, voilà le remède ! », résumait admirablement toute la doctrine anarchiste. Les anarchistes tiennent l'autorité pour la source empoisonnée d'où jaillissent toutes les iniquités sociales et la liberté pour le seul contre-poison qui soit de nature à purifier l'eau de cette source. Ils sont les ennemis irréductibles de l'autorité et les amants passionnés de la liberté ; c'est pourquoi ils se proclament libertaires.

Seuls, ils ont le courageuse franchise de s'affirmer libertaires et de se déclarer loyalement pour la liberté contre l'autorité. Et, cependant, le masque jeté, instinctivement et au fond d'eux-mêmes, tous les hommes sont, sinon théoriquement, du moins pratiquement, épris de liberté. Etant donné que, depuis des temps immémoriaux, l'humanité a adopté cette forme sociale qui consacre la domination d'une collectivité ou d'une classe et la servitude de l'autre, il advient que, par la force même des choses, chacun tend à faire partie de la classe dominante, car il semble et il est en réalité plus avantageux et plus agréable de faire partie du groupe des maîtres que de se perdre dans la multitude des esclaves. Cette tendance à diriger, régenter, donner des ordres et gouverner répond, en outre, à une accoutumance héréditaire qui, se développant, en sens opposé, de génération en génération, a donné infailliblement deux races d'hommes : celle qui paraît faite pour porter la tête haute et ordonner et

celle qui est appelée à courber l'échine et à obéir. L'observateur superficiel, s'appuyant sur cette constatation, conclut à la légère que, les uns étant destinés à exercer l'autorité et les autres à subir, celle-ci est le principe rationnel et la condition même de l'ordre dans toute société.

« L'existence de l'autorité se perd dans la nuit des temps », disent la plupart des historiens. C'est exact. Mais on est en droit d'affirmer avec la même ténacité que l'existence de la même ténacité à la même époque. Il y a concomitance entre celle-ci et celle-là ; car, du jour où les chefs s'aviseront de confisquer l'autorité à leur profit, l'esprit de révolte prit naissance et la puissance des maîtres ne parvint jamais à l'étouffer totalement ; à telle enseigne que l'histoire de tous les temps et de tous les peuples fourmille de gestes d'insoumission, de révoltes, de conspirations, d'émutes, d'insurrections, de soulèvements populaires ; elle démontre, éloquentement et jusqu'à l'évidence, que la haine de l'autorité et l'amour de la liberté ont jeté dans la conscience humaine des racines si profondes que ni persécutions ni massacres ne réussirent à les en extirper.

Quand, à l'instar des libertaires, on envisage l'histoire sous cet angle déterminé, on est conduit à constater que le processus humain se déroule, dans le temps et l'espace, sur le plan du conflit incessant entre l'esclavage et l'indépendance, de la bataille per-

manente livrée par les individus, les nations et les races contre tous les éléments : naturels et sociaux, qui les réduisaient à la servitude et entendaient les y maintenir. Ce processus historique n'est plus, alors, autre chose qu'une épopée gigantesque, un duel à mort dressant tragiquement l'un contre l'autre ces deux principes contradictoires, ces deux forces fatalement opposées : l'autorité et la liberté.

Je sais que des esprits généreux, des cœurs pavés — comme l'enfer — d'excellentes intentions concevoient l'irréalisable rêve de concilier ces deux forces ennemies, et d'amalgamer dans un dosage savant ces deux principes irréductiblement contraires. (...) Impossible de concevoir une société basée sur l'autorité, sans que ladite autorité ne se manifeste par un système gouvernemental quelconque, lequel système entraîne logiquement une hiérarchie, des fonctionnaires, des assemblées légiférantes et fatalement une police, une magistrature et des prisons, au sein d'une pareille organisation sociale, les uns ont le pouvoir de commander et les autres le devoir d'obéir. Enclins, les premiers, à abuser de leurs pouvoirs, les derniers sont incités à la désobéissance. Et pour étouffer la révolte, deux freins sont nécessairement mis en usage : premièrement, les préjugés, soigneusement entretenus par les classes dirigeantes dans le cerveau des masses dirigées ; gouvernement, lois, patrie, famille, suffrage universel, morale, etc. C'est le frein moral ;

deuxièmement, magistrats, policiers, gendarmes, soldats, gardes-chiourmes, c'est le frein matériel.

Toute autorité qui ne s'appuierait pas sur cette double force, la seconde venant sanctionner la première, n'aurait plus sa raison d'être, puisqu'on pourrait, sans inconvénient, comme sans danger, ne s'y pas soumettre. La liberté, elle aussi, est intégrale ou n'existe pas. Elle ne suppose ni lois, ni gouvernement, ni contrainte. Elle ne s'accorde ni de policiers, ni de magistrats, ni de gardiens de prisons. L'homme qui ne fait pas ce qu'il veut, rien que ce qui lui plaît et tout ce qui lui convient, n'est pas libre. Cela ne se discute même pas. En conséquence, on peut affirmer que, en droit comme en fait, il est impossible d'admettre un système bâtarde qui tiendrait à la fois du principe d'autorité et du principe de liberté. On peut, à son gré, se prononcer pour l'autorité contre la liberté ou pour la liberté contre l'autorité ; mais on ne peut être pour l'une et pour l'autre. Il faut opter. Les anarchistes se sont prononcés ; leur choix est fait ; ils sont contre l'autorité, pour la liberté. Et ils ne craignent pas d'affirmer que l'humanité, elle aussi, implicitement tout au moins, s'est prononcée évolutionnellement en faveur de l'indépendance contre la servitude, c'est-à-dire pour la liberté contre l'autorité...

Sébastien FAURE

(La liberté, son aspect historique et social.)